



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 août 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 15th, 1953

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1953.

Québec, le 8 juin 1953.

L'Imprimeur de la Reine.
RÉDEMPTE PARADIS.

35004-24-12-0

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1953.

Quebec, this 8th, of June 1953.

REDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

35004-24-12-0

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office Ottawa, as second class mailable mater.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc:

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion: le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc:

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number: the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion: the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(P. G. 7155-53)

B.-E. Leclerc & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux juillet 1953, constituant en corporation: Barthélémi.-E. Leclerc, marchand, Dame Barthélémi.-E. Leclerc, femme mariée, Ernest Leclerc, voyageur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A. G. 7155-53)

B.-E. Leclerc & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Barthélémi E. Leclerc, merchant, Dame Barthélémi E. Leclerc married woman, Ernest Leclerc, traveler, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Faire l'importation, la fabrication et le commerce d'articles de mode, spécialement de chapeaux pour dames, sous le nom de "B. E. Leclerc & Fils Ltée", avec un capital de \$125,000, divisé en 1250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14235-53)

Besmetal Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, eu date du deux juillet 1953, constituant en corporation: Marcel Emond, industriel, Patrick Walsh, sténographe, Marguerite Proulx, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer des fenêtres et des portes en aluminium, et faire le commerce de l'acier inoxydable, bronze, fer, plastiques, magnésium, et de tous les autres métaux, de leur minerai jusqu'au produit ouvré, sous le nom de "Besmetal Industries Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 450 actions communes de \$100 chacune, dites actions de classe "A", 240 actions privilégiées de classe "B" de \$100 chacune et 310 actions privilégiées de classe "C", de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap Rouge, rue St-Félix, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 13342-53)

Cancer Aid League Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Dames Ida Tansky, ménagère, épouse séparée de biens de Benjamin Kugelmass, marchand du même lieu, et ledit Benjamin Kugelmass pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Lily Ostroff, ménagère, épouse séparée de biens de Moses Aaron, marchand du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Mary Steinberg, ménagère, épouse séparée de biens de Leo Cohen, gérant du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Toby Hollinger, ménagère, épouse séparée de biens de Jack Levenson, vendeur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Fay Cohen, ménagère, épouse séparée de biens de Hyman Gensstil, gérant du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Martha Pollock, ménagère, épouse séparée de biens de Sydney Nemtin, marchand, du même lieu, et ledit Sydney Nemtin pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Lillian Cohen, ménagère, épouse séparée de biens de Sydney Shapiro, ingénieur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, May Greenblatt, ménagère, épouse séparée de biens

To import, manufacture and deal in articles of fashion, especially women's hats, under the name of "B. E. Leclerc & Fils Ltée", with a capital of \$125,000 divided into 1250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 14235-53)

Besmetal Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Marcel Emond, industrialist, Patrick Walsh, stenographer, Marguerite Proulx, spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture windows and doors in aluminum, and deal in stainless steel, bronze, iron, plastics, magnesium, and in all other metals, of their ore to the wrought product, under the name of "Besmetal Industries Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 450 common shares of \$100 each, said shares of class "A", 240 preferred class "B" shares of \$100 each, and 310 preferred class "C" shares, of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap Rouge, St. Felix Street, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 13342-53)

Cancer Aid League Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1953, incorporating as a corporation without share capital: Dame Ida Tansky, housewife, wife separate as to property of Benjamin Kugelmass, merchant, of the same place, and the said Benjamin Kugelmass for the purpose of authorizing his wife to these presents, Lily Ostroff, housewife, wife separate as to property of Moses Aaron, merchant of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Mary Steinberg, housewife, wife separate as to property of Leo Cohen, manager of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Toby Hollinger, housewife, wife separate as to property of Jack Levenson, salesman, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Fay Cohen, housewife, wife separate as to property of Hyman Gensstil, manager of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Martha Pollock, housewife, wife separate as to property of Sydney Nemtin, merchant of the same place, and the said Sydney Nemtin for the purpose of authorizing his wife to these presents, Lillian Cohen, housewife, wife separate as to property of Sydney Shapiro, engineer of the same place,

de Charles Tanny, marchand du même lieu, et ledit Charles Tanny pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Ethel Cohen, ménagère, épouse de David Waisberg, manufacturier du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Reva Erdle, ménagère, épouse séparée de biens de Philip Zeesman, gérant de crédit du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Irma Brownstein, ménagère, épouse séparée de biens de Simon Greenberg, propriétaire de taxi du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Alice Zidel, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Morrison, marchand du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Lila Herman, ménagère, épouse séparée de biens de William Zuker, gérant du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Edith Erdle, ménagère, épouse séparée de biens de Max Schartz, tailleur du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Helen Tomkin, ménagère, épouse séparée de biens de Max Auerback, dessinateur du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Jean Dankner, épouse séparée de biens de Abraham Cohen, tailleur du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Vera Goldman, ménagère, épouse séparée de biens de Edward Von Fragstein, ingénieur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Fanny Bassior, ménagère, épouse séparée de biens de Peter Goldner, gérant du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Belle Beloff, ménagère, épouse séparée de biens de Jack Lubber, homme d'affaires du même lieu, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, toutes des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Etablir, maintenir et diriger une organisation philanthropique dans la province de Québec aux fins d'assister les hôpitaux, cliniques, médecins et profanes à combattre et traiter la maladie du cancer et les maladies connexes, sous le nom de "Cancer Aid League Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,

35333

L. DÉSILETS.

(A.G. 14246-53)

Club de Croquet de Belœil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1953, constituant en corporation: Albert Ducharme, voyageur de commerce, Lucien Lambert, gentilhomme, Edmond Morin, marchand, Édouard Aubry, plombier, Paul Duranleau, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Belœil, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, May Greenblatt, housewife wife separate as to property of Charles Tanny, merchant of the same place, and the said Charles Tanny for the purpose of authorizing his said wife to these presents, Ethel Cohen, housewife, wife of David Waisberg, manufacturer, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Reva Erdle, housewife, wife separate as to property of Philip Zeesman, credit manager of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Irma Brownstein, housewife, wife separate as to property of Simon Greenberg, taxi owner of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Alice Zidel, housewife, wife separate as to property of Harry Morrison, merchant of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, Lila Herman, housewife, wife separate as to property of William Zuker, manager of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Edith Erdle, housewife, wife separate as to property of Max Schartz, tailor, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Helen Tomkin, housewife, wife separate as to property of Max Auerback, designer, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his wife to these presents, Jean Dankner, housewife, wife separate as to property of Abraham Cohen, cutter of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, Vera Goldman, housewife, wife separate as to property of Edward Von Fragstein, engineer, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, Fanny Bassior, housewife, wife separate as to property of Peter Goldner, manager of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, Belle Beloff, housewife, wife separate as to property of Jack Lubber, businessman of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a philanthropic organization throughout the Province of Quebec for the purpose of assisting hospitals, clinics, doctors and laymen in combatting and treating the disease of cancer and related diseases, under the name of "Cancer Aid League Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of July, 1953.

L. DÉSILETS,

35333-0

Deputy Attorney General.

(P.G. 14245-53)

Club de Croquet de Belœil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June 1953, incorporating: Albert Ducharme, commercial traveller, Lucien Lambert, gentleman, Edmond Morin, merchant, Édouard Aubry, plumber, Paul Duranleau, advocate and Queen's Counsel, all of Belœil, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

Promouvoir et encourager un intérêt dans le sport en général et procurer et entretenir des terrains convenables pour le jeu de croquet et autres exercices, sous le nom de "Club de Croquet de Belœil Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14245-53)

Colger Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1953 constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat, et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, Anne Lash, secrétaire, tous deux de Montréal, et Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir le terrain connu et désigné comme étant ce certain emplacement vacant ayant front sur le Chemin Côte Saint-Luc, en la cité de Montréal, sous le nom de "Colger Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé, en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 14290-53)

Continental Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation: W. LeM. Owen Carter, avocat, Robert P. Trudel, homme d'affaires, tous deux de la cité de Sillery, Peter Hessler, administrateur, et Jean Wallis, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce d'automobiles neuves et usagées, camions, pièces d'automobiles, radios, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de "Continental Automobiles Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 14097-53)

Custom Packaging Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

To promote and encourage an interest in sports generally, and to acquire and maintain suitable grounds for croquet and other physical exercise, under the name of "Club de Croquet de Belœil Inc.", with a capital of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company shall be at Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A.G. 14245-53)

Colger Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1953, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate, and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, Anne Lash, secretary, both of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of the Town of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the land known and designated as that certain vacant emplacement fronting on Côte St. Luc Road, in the city of Montreal, under the name of "Colger Ltd."

The capital stock of the company is divided, into 900 preferred shares of the par value of \$100 each, and 2000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

A. G. 14290-53

Continental Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1953, incorporating: W. LeM. Owen Carter, advocate, Robert P. Trudel, businessman, both of the city of Sillery, Peter Hessler, executive, and Jean Wallis, spinster, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To trade and deal in both old and new motors cars, motor trucks, motor parts, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "Continental Automobiles Inc."

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of \$100 each;

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14097-53)

Custom Packaging Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1953, constituant en corporation: André Gervais, c.a., industriel, de Ville Mont-Royal, André Ducharme, avocat, et Thomas Ducharme, jr., notaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Empaqueter et emballer tous effets et produits de quelque nature que ce soit, sous le nom de "Custom Packaging Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé, en 2,000 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 635, avenue Mitchell, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14307-53)

Cypress Lumber Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation: Jean-H. Deslauriers, avocat, d'Outremont, Ignace-J. Deslauriers, avocat, de Westmount, Yolande Galardeau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois, de ses produits et de ses sous-produits, sous le nom de "Cypress Lumber Co. Ltd.",

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14313-53)

Dalco Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1953, constituant en corporation: Shirley Greenshields Dixon, avocat et conseil en loi de la Reine, James Evelyn Mitchell, avocat et conseil en loi de la Reine, Albert Bronson Culver, avocat, Mary Griffiths, comptable, fille majeure, Mary Lennon, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, vendre et faire le commerce de terrains, bâtisses et autres propriétés réelles ou immobilières, sous le nom de "Dalco Realities Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 12548-53)

Dominion Television and Appliance Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Province of Quebec, bearing dte the twenty-third day of June 1953, incorporating: André Gervais, C.A., industrialist, of the town of Mount-Royal, André Ducharme, advocate, and Thomas Ducharme, jr., notary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To pack and wrap up all goods and products of every nature and kind, under the name of "Custom Packaging Limited".

The capital-stock of the company is divided into 2,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company shall be at number 635, Mitchell Avenue, Town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 14307-53)

Cypress Lumber Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1953 incorporating: Jean H. Deslauriers, advocate, of Outremont, Ignace J. Deslauriers, advocate of Westmount, Yolande Galardeau, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood, its products and by-products, under the name of "Cypress Lumber Co. Ltd.",

The capital stock of the company is divided into 500 shares of no nominal or par value and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Saint-Calixte, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 14313-53)

Dalco Realities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Shirley Greenshields Dixon, advocate and Queen's Counsel, James Evelyn Mitchell, advocate and Queen's Counsel, Albert Bronson Culver, advocate, Mary Griffiths, accountant, spinster, Mary Lennon, stenographer, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, sell and deal in land, buildings and other real or immoveable property, under the name of "Dalco Realities Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12548-53)

Dominion Television and Appliance Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: Arthur F. Garmaise, procureur, de Montréal, Géralde Poupart, secrétaire, de Laval-des-Rapides, Paul Tatigian, gérant, de Ville LaSalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, manufacturer, vendre et entretenir des appareils de radio, de télévision, d'enregistrement et d'électronique, des appareils de réception, dispositifs, phonographes et accessoires électriques en général, sous le nom de "Dominion Television and Appliance Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 77 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 10344-53)

Economic Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1953, constituant en corporation: Jack Kolodny, marchand, Rae Kalichman, ménagère, épouse séparée de biens de Jack Kolodny, Harry Levine, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de finance et de placement, sous le nom de "Economic Finance Corporation", avec un capital de \$250,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 13564-53)

Ferronnerie Robert Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1953, constituant en corporation: Gérard Robert, quincaillier, Marie-Paule Robert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Robert et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Rosemont, et Albert Robert, quincaillier, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire un commerce général de quincaillerie, meubles, accessoires électriques, sous le nom de "Ferronnerie Robert Hardware Inc.", avec un capital de \$90,000, divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune et en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July 1953, incorporating: Arthur F. Garmaise, attorney, of Montreal, Géralde Poupart, secretary, of Laval-des-Rapides, Paul Tatigian, manager, of Ville LaSalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, manufacture, sell and service radio, television, recording and electronic apparatus, receiving sets, devices, phonographs and electrical appliances generally, under the name of "Dominion Television and Appliance Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 77 St. Catherine St. W., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10344-53)

Economic Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Jack Kolodny, merchant, Rae Kalichman, housewife, wife separate as to property of Jack Kolodny, Harry Levine, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a finance and investment corporation, under the name of "Economic Finance Corporation", with a capital stock of \$250,000.00 divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each and 1500 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13564-53)

Ferronnerie Robert Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1953, incorporating: Gérard Robert, hardware merchant, Marie-Paule Robert, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Gérard Robert and duly authorized by the latter for the purposes of these presents, both of Rosemont, and Albert Robert, hardware dealer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and deal generally in hardware, furniture, electrical appliances, under the name of "Ferronnerie Robert Hardware Inc.", with a capital stock of \$90,000, divided into 600 preferred shares of \$100 each and into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(P.G. 15233-53)

Formcraft Fabrics Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1953, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à carder, filer, tisser, tricoter, préparer, teindre, finir, manufacturer et autrement faire le négoce de soie, coton, jute, laine, rayon et autres substances fibreuses, fils, étoffes et tissus, sous le nom de "Formcraft Fabrics Co. Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A. G. 15233-53)

Formcraft Fabrics Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1953, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of carding, spinning, weaving, knitting, preparing, dyeing, finishing, manufacturing and otherwise dealing in silk, cotton, jute, wool, rayon and other fibrous substances, threads, cloths, fabrics, under the name of "Formcraft Fabrics Co. Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P. G. 13387-53)

Goldmark Optical Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: John Cerini, c.r. procureur, Ethel Fisk, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens, de Noel Davies, tous deux de Montréal, Robert Learmont Jamieson, procureur, de Pointe-Claire, Marie-Claire Kirkland, procureur, fille majeure, de Ville St-Pierre, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'accessoires d'optique et fabriquer le verre en lentilles de toutes sortes, sous le nom de "Goldmark Optical Supplies Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A. G. 13387-53)

Goldmark Optical Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating: John Cerini, Q.C. barrister, Ethel Fisk, secretary, wife separate as to bed and board of Noel Davies, both of Montreal, Robert Learmont Jamieson, barrister, of Pointe-Claire, Marie-Claire Kirkland, barrister, spinster, of Ville St. Pierre, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of optical supplies and manufacturers of glass into lenses of all kinds, under the name of "Goldmark Optical Supplies Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14456-53)

H.-L. Singer Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: George Whelan, avocat, de la ville de Pointe aux Trembles, James Topping, John Di Massino, tous deux surintendants, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de soieries, satins, cotonnades, lainages, tissus et vêtements de toutes sortes; faire le commerce de tous matériaux, appliques, accessoires et articles utilisés pour l'exécution des opérations dudit commerce, sous le nom de "H. L. Singer Co.", avec un capital de \$75,000 divisé en 1,000 actions ordinaires et 6500 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A. G. 14456-53)

H.-L. Singer Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating: George Whelan, advocate, of the Town of Pointe aux Trembles, James Topping, John Di Massino, both superintendents, of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of silks, satins, cottons, woollens, fabrics and wearing apparel of every kind; to deal in all materials, fixtures, supplies and articles used in the said business operations, under the name of "H. L. Singer Co.", with a capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares and 6500 preferred shares all of a par value of \$10. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G.14440-53)

Industrial Accessories Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1953, constituant en corporation: Albert Edward Sawyer, gérant, Robert Barclay Ritchie, comptable, tous deux de la cité de Montréal, Frédérick George Payne, ingénieur de ventes, de la ville de Côte St-Luc, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, faire le négoce comme marchands en gros, détaillants et agents de machinerie, de toutes sortes, de bouilloires, unités de pouvoir, installations électriques, minières, hydrauliques et industrielles, machines-outils et étampages, instruments de précision, articles en caoutchouc, quincaillerie et briques à feu, sous le nom de "Industrial Accessories Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 14131-53)

John Brooks & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois juin, 1953, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Charles Eric Humphrey, comptable, et Alexander Gordon Yeomen, commis en loi, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre et exercer le commerce de tous produits de l'agriculture, de la forêt, de carrière, des mines et puits, des mers, lacs, bétail vivant et mort et des produits dérivés; quincaillerie, vaisselle, marchandises électriques, sous le nom de "John Brooks & Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour de juin, 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P. G. 14359-53)

J.-P. Morin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1953, constituant en corporation: David Bellhumeur, C. A., Jeannette Gamache, sténographe, Gaston Bellerive, comptable, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14440-53)

Industrial Accessories Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1953, incorporating: Albert Edward Sawyer, manager, Robert Barclay Ritchie, accountant, both of the city of Montreal, Frédérick George Payne, sales engineer, of the town of Côte St. Luc, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, dealing with as wholesalers, retailers, agents in machinery of all kinds, boilers, power plant electrical, mining, hydraulic and industrial equipment, machine tools and stampings, precision instruments, rubber goods, hardware, fire bricks, under the name of "Industrial Accessories Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14131-53)

John Brooks & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1953, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Charles Eric Humphrey, bookkeeper, and Alexander Gordon Yeomen, law clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sell and deal in and with all products of agriculture, the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes, live stock and dead stock and the products thereof; hardware, china, electrical goods, under the name of "John Brooks & Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A. G. 14359-53)

J.-P. Morin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating: David Bellhumeur, C.A., Jeannette Gamache, stenographer, Gaston Bellerive, accountant, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

Agir comme entrepreneur en construction sous le nom de "J. P. Morin Ltée", avec un capital de \$150,000 divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 528, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14276-53)

Labrador Ungava Explorations Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1953, constituant en corporation: John Bumbray, conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, Jean Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, avocats, Anna Mikula, Thérèse Boisay, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Labrador Ungava Explorations Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P. G. 13472-53)

La Ligue des Propriétaires du quartier Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Sorel

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1953, constituant en corporation sans capital-actions: André Guérard, entrepreneur, Noël Cormier, J.-Léo Fortier, comptables, Marcel Munger, André Forcier, commis, Jean-Arthur Deschenes, Oscar Bessette, contremaîtres, et Aurèle Racine, inspecteur, tous de Saint-Joseph de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Grouper les propriétaires du quartier Saint-Jean Baptiste afin de mieux se connaître et s'entraider, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires et Quartier St-Jean Baptiste de St-Joseph de Sorel".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joseph de Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le trente juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS,

To carry on building contractor under the name of "J. P. Morin Ltée", with a capital stock of \$150,000 divided into 800 common shares of \$100 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 528 Notre-Dame Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 14276-53)

Labrador Ungava Explorations Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1953, incorporating: John Bumbray, Queen's Counsellor, of the Town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, advocates, Anna Mikula, Thérèse Boisay, secretaries, spinsters, all four of Montreal, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Labrador Ungava Explorations Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A. G. 13472-53)

La Ligue des Propriétaires du quartier Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Sorel

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1953, incorporating without share capital: André Guérard, contractor, Noël Cormier, J. Léo Fortier, accountants, Marcel Munger, André Forcier, clerk, Jean-Arthur Deschenes, Oscar Bessette, foremen, and Aurèle Racine, inspector, all of Saint-Joseph of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To group together the proprietors of the Saint-John Baptist Ward so as to become better acquainted and to help each other, under the name of "La Ligue des Propriétaires du Quartier St-Jean Baptiste de St-Joseph de Sorel".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph of Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(P. G. 14385-53)

La Maison Dominion Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juin, 1953, constituant en corporation: Ben Abramson, marchand, Dorothy Abramson, épouse séparée de biens dudit Ben Abramson, dûment autorisé par son dit mari, Isaac Abramson, Abraham Gershuni, marchands, tous de la cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de laine, coton, tissus, soie et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "La Maison Dominion Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la corporation sera à 39 rue St-Joseph, en la cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuvième jour de juin, 1953.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

353333

(A. G. 14385-53)

La Maison Dominion Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating Ben Abramson, merchant, Dorothy Abramson, wife separate as to property of the said Ben Abramson, duly authorized by her said husband, Isaac Abramson, Abraham Gershuni, merchants, all of the City and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and sell or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, silks and clothing of every sort, under the name of "La Maison Dominion Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 2,000 common shares at a par value of \$10. each, and 8,000 preferred shares at a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at 39 St. Joseph, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

353333-o

(P.G. 13326-53)

**Les Constructions Saint-Jean Limitée
St. Johns Constructions Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: Réal Désourdy, Normand Désourdy, contracteurs, de Venise-en-Québec, Robert Archambault, comptable, de Henryville, tous du district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de construction de tous genres, sous le nom de "Les Constructions Saint-Jean Limitée" — "St. John's Constructions Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

353333-o

(A.G. 13326-53)

**Les Constructions Saint-Jean Limitée
St. Johns Constructions Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating: Réal Désourdy, Normand Désourdy, contractors, of Venise-en-Québec, Robert Archambault, accountant, of Henryville, all of the judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and to deal in all kinds of construction, under the name of "Les Constructions Saint-Jean Limitée" — "St. John's Constructions Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-John's judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

353333

(P.G. 11973-53)

Metropolitan Factors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1953, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Jacob Margulis, marchand, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de finance et de prêts, sous le nom de "Metropolitan Factors Corporation", avec un capital de \$225,000, divisé en 1800 actions ordinaires de \$50 chacune et 2700 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11973-53)

Metropolitan Factors Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Jacob Margulis, merchant, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as finance and loan corporation, under the name of "Metropolitan Factors Corporation", with a capital stock of \$225,000, divided into 1800 common shares of \$50. each and 2700 preferred shares of \$50. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 14325-53)

Millerev Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1953, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de la cité de Hampstead Jack Lightstone, avocat, Imelda Langlois, commis, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir et posséder une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Millerev Holdings Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 12087-53)

Modern Finance Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Nicholas B. Yared, manufacturier, de Montréal, James Saad, Wilfrid Howick, manufacturiers, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'agent de finance; manufacturer, acheter, vendre des voitures automobiles et toutes sortes de véhicules, sous le nom de "Modern Finance Company Limited", avec un capital de \$225,000, divisé en 2250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P. G. 12843-53)

National Auto Body Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept juillet 1953, constituant en corporation: John Turner, gérant, Isabella Gorrie, ménagère, Joseph Antonio Mélineau, surintendant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs et toutes sortes de machinerie; exploiter des garages, sous le nom de "National Auto Body Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14325-53)

Millerev Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1953, incorporating: David Goodman, advocate, of the city of Hampstead, Jack Lightstone, advocate, Imelda Langlois, clerk, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold and own a certain immovable property, under the name of "Millerev Holdings Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12087-53)

Modern Finance Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953, incorporating: Nicholas B. Yared, manufacturer, of Montreal, James Saad, Wilfrid Howick, manufacturers, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as a financial agent; to manufacture, to buy, sell motor cars and all kinds of vehicles, under the name of "Moderne Finance Company Limited", with a capital stock of \$225,000, divided into 2250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 12843-53)

National Auto Body Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1953, incorporating: John Turner, manager, Isabella Gorris, housewife, Joseph Antonio Mélineau, superintendent, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in all kinds of automobile, motors, and all kind of machinery; to operate garages, under the name of "National Auto Body Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14273-53)

National Beef Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: Hyman Carl Goldenberg, avocat et conseil en loi de la Reine, Moses Samuel Yelin, avocat, Lillian Winch, Esther Monson, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre ou autrement faire le négoce ou le commerce de toutes sortes de produits animalesques, produits végétaux, produits minéraux, ainsi que leurs sous-produits, sous le nom de "National Beef Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A. G. 14273-53)

National Beef Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating: Hyman Carl Goldenberg, advocate and Queen's Counsel, Moses Samuel Yelin, advocate, Lillian Winch, Esther Monson, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell or otherwise deal in or with all animal products, vegetable products, mineral products, as well as the by-products thereof, under the name of "National Beef Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of the par value of \$100, each, and 500 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14460-53)

National Boiler Works Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Charles-Edouard Bertrand, Roland-Gérard Lefrançois, avocat, Denise Bastien, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce de toutes sortes de bouilloires, de fournaies, de systèmes de chauffage et d'appareils de réfrigération, de ventilation et de climatisation de l'air, sous le nom de "National Boiler Works Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(A. G. 14460-53)

National Boiler Works Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953, incorporating: Charles-Edouard Bertrand, Roland-Gérard Lefrançois, advocate, Denise Bastien, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of boilers, furnaces, heating and refrigeration, ventilation and air-conditioning systems, under the name of "National Boiler Works Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(P. G. 14472-53)

Paris Canada Films (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1953, constituant en corporation: Georges Arpin, gérant, Jean-Paul Verschelden, Maurice-D. Godbout, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, louer, projeter et répandre des films cinématographiques de tous genres, appareils de reproduction de son, sous le nom de "Paris Canada Films (Quebec) Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(A. G. 14472-53)

Paris Canada Films (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1953, incorporating: Georges Arpin, manager, Jean-Paul Verschelden, Maurice D. Godbout, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, rent, project and circulate cinematographic films of all kinds, appliances of sound reproduction, under the name of "Paris Canada Films (Quebec) Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(P.G. 13388-53)

Phil Himes Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois juillet 1953, constituant en corporation: Blanka Gyulai, teneuse de livres, veuve, Raymond Doyle, secrétaire, fille majeure, Harry Blank, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de vêtements de toute nature et description, sous le nom de "Phil Himes Mfg. Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A.G. 13388-53)

Phil Himes Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating: Blanka Gyulai, bookkeeper, widow, Raymonde Doyle, secretary, spinster, Harry Blank, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with clothing of every nature and description, under the name of "Phil Himes Mfg. Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 750 preferred shares having a par value of \$100 each, and 250 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13497-53)

Scandia Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de juillet, 1953, constituant en corporation: Arthur F. Garmaise, Clarence Rosenhek, avocats, et Georgia M. Smith, célibataire, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'agents de manufacturiers et distributeurs de fournitures techniques pour des installations et machinerie de toutes sortes, servant à l'industrie, sous le nom de "Scandia Supply Co. Ltd.", avec un capital action de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le septième jour de juillet, 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A.G. 13497-53)

Scandia Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1953, incorporating: Arthur F. Garmaise, Clarence Rosenhek, advocates, and Georgia M. Smith, spinster, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of manufacturer's agents and distributors of technical supplies for industries equipment and machinery of all kinds, under the name of "Scandia Supply Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13343-53)

Société Zoologique de Granby Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Ambroise Comeau, marchand, Achille Rousseau, directeur des études, Noël Brosseau, vétérinaire, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Administrer le jardin zoologique de Granby, voir à son entretien et son amélioration, sous le nom de "Société Zoologique de Granby Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le sept juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(A.G. 13343-53)

Société Zoologique de Granby Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1953, incorporating without share capital: J.-Ambroise Comeau, merchant, Achille Rousseau, director of studies, Noël Brosseau, veterinary, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To manage the zoological garden of Granby, see to its maintenance and its improvement, under the name of "Société Zoologique de Granby Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(P.G. 14242-53)

Staplecraft Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1953, constituant en corporation: Guy Gagné, comptable, de la cité de Rosemont, Joseph Gérald Mahoney, agent de manufacturiers et Mary McJannet, secrétaire, épouse commune en biens dudit Joseph Gérald Mahoney, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'installations de brochage industriel, mécaniques et manuelles, ainsi que leurs accessoires, comprenant des broches recouvertes et clous, installations de toutes sortes pour le brochage au fil de fer et liens en acier; accessoires et fournitures de bureaux, sous le nom de "Staplecraft Company Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A.G. 14242-53)

Staplecraft Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Guy Gagné, accountant, of the city of Rosemont, Joseph Gérald Mahoney, manufacturer's agent, and Mary McJannet, secretary, wife common as to property of the said Joseph Gérald Mahoney, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of industrial stapling equipment, both power and manual, as well as supplies including covered staples and nails, wire stitching equipment of all kinds, steel strapping; office supplies and equipment, under the name of "Staplecraft Company Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14451-53)

St. Michael's Dry Cleaners Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de juillet, 1953, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Maurice Mercier, avocats, Thérèse Servant, stenographe, célibataire, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de teinturerie, nettoyage, pressage et réparation; exploiter un commerce général de buanderie, sous le nom de "St. Michael's Dry Cleaners Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deuxième jour de juillet, 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A. G. 14451-53)

St. Michael's Dry Cleaners Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1953, incorporating: Paul Galt Michaud, Maurice Mercier, advocates, Thérèse Servant, stenographer, spinster, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general dyeing, cleaning, pressing and repairing business; to carry on a general laundry business, under the name of "St. Michael's Dry Cleaners Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 5,000 common shares at a par value of \$1. each, and 350 preferred shares at a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14129-53)

Stork Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six juillet 1953, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'habits, vêtements, chaussures, jouets d'enfants et objets pour le jeu, sous le nom de "Stork Shops Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1107 Boulevard Décarie, Ville St-Laurent, district

(A. G. 14129-53)

Stork Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1953, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, fille majeure, of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in clothing, wearing apparel, shoes, kiddies toys and playthings, under the name of "Stork Shops Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares or \$100 each.

The head office of the Company will be at 1107 Decarie Blvd., Ville St. Laurent, judicial

judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 14459-53)

Valois Youth Recreational Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Leblanc, Kenneth Bolger, tous deux gérants de ventes, Walter Devereux, chef électricien, Archibald Brown Grassie, administrateur, William McClurg, commis de prix de revient, Edwin Victor Burgess, gérant de circulation, Leslie Sherwood Watier, gérant de bureau, Thomas Osborne Davis, administrateur du téléphone, Harold Wittaker, agent d'assurances, Alexander Janusitis, officier de relations publiques, tous de Valois, en la ville de Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser et surveiller les facilités et activités sociales et récréatives au bénéfice de la localité communément connue sous le nom de Valois, en la ville de Pointe-Claire, et, principalement, au bénéfice de la jeunesse de cette localité, sous le nom de "Valois Youth Recreational Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P.G. 13369-53)

Wasacz Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1953, constituant en corporation: Michael Wasacz, entrepreneur, Ted Franczyszyn, commis au prix de revient, tous deux de la cité de Montréal, et Armand Hildège Viau, comptable, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de bâtisses, sous le nom de "Wasacz Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(P. G. 14455-53)

Wilfrid Lévesque Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14459-53)

Valois Youth Recreational Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating as a corporation without share capital: Lucien Leblanc, Kenneth Bolger, both sales managers, Walter Devereux, chief electrician, Archibald Brown Grassie, executive, William McClurg, cost clerk, Edwin Victor Burgess, traffic manager, Leslie Sherwood Watier, office manager, Thomas Osborne Davis, telephone executive, Harold Wittaker, insurance agent, Alexander Janusitis, public relations officer, all of Valois, in the town of Pointe Claire, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize and supervise social and recreational facilities and activities for the benefit of the community commonly known as Valois in the town of Pointe Claire and primarily for the benefit of the youth of such community, under the name of "Valois Youth Recreational Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is \$100,000.

The head office of the corporation will be at the town of Pointe Claire, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13369-53)

Wasacz Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1953, incorporating: Michael Wasacz contractor, Ted Franczyszyn, cost clerk, both of the city of Montreal, and Armand-Hildège Viau, accountant, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of buildings, under the name of "Wasacz Construction Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(A. G. 14455-53)

Wilfrid Lévesque Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1953, constituant en corporation: Wilfrid Lévesque, agent, Emilien Lévesque, mécanicien, Gérard Sénécal, comptable, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-moteurs, tracteurs, machines aratoires; exploiter un garage, sous le nom de "Wilfrid Lévesque Incorporé", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le huit juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(A. G. 14248-53)

Windsor Dress Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin, 1953, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de robes, costumes, manteaux et vêtements de description quelconque, sous le nom de "Windsor Dress Co. Ltd.", avec un capital de \$85,000, divisé en 450 actions privilégiées de \$100 chacune et en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1953, incorporating: Wilfrid Lévesque, agent, Emilien Lévesque, mechanic, Gérard Sénécal, accountant, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, tractors, farm implements; to operate a garage, under the name of "Wilfrid Lévesque Incorporé", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A. G. 14248-53)

Windsor Dress Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1953, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses, suits, coats and apparel of any description whatsoever, under the name of "Windsor Dress Co. Ltd.", with a capital stock of \$85,000, divided into 450 preferred shares of \$100, each and 400 common shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 14466-53)

F.-J. Raskin Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du deux juillet 1953, à la compagnie "F.-J. Raskin Incorporée", subdivisant ses 150 actions ordinaires de \$100 chacune en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 2 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(P.G. 16067-53)

Food Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 juillet 1953, changeant le nom de la compagnie "Food Colours Ltd.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 26 mai 1934, et par lettres patentes supplémentaires datées du 27 novembre 1952, en celui de "Food Products Limited".

Supplementary Letters Patent

(A.G. 14466-53)

F.-J. Raskin Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "F.-J. Raskin Incorporée", subdividing its 150 common shares of \$100 each into 15,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(A.G. 16067-53)

Food Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Food Colours Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated May 26, 1934, and by supplementary letters patent dated November 27, 1952, to that of "Food Products Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juillet 1953.

35333 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

(P.G. 16034-53)

International Plumbing and Heating Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 juillet 1953, à la compagnie "International Plumbing and Heating Supplies Limited", augmentant son capital de \$100,000 à \$249,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1490 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 juillet 1953.

35333 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

(P. G. 15237-53)

Lord & Cie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze juillet 1953, à la compagnie "Lord & Cie Limitée", augmentant son capital de \$19,800 à \$69,800: le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 15 juillet 1953.

35333-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

(P. G. 7161-53)

Peel Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 juin 1953, à la compagnie "Peel Investment Corporation", convertissant et subdivisant 490 actions privilégiées de \$100 chacune en 49,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juin 1953.

35333 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

(P. G. 15814-53)

Salon Astrid Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du seize juillet 1953, à la compagnie "Salon Astrid Limitée", augmentant son capital de \$99,000 à \$150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 510 actions privilégiées de \$100 chacune, et modifiant les dispositions des lettres patentes originaires de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général le 16 juillet 1953.

35333-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of July, 1953.

35333-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(A.G. 16034-53)

International Plumbing and Heating Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "International Plumbing and Heating Supplies Limited", increasing its capital from \$100,000 to \$249,000: the additional capital stock being divided into 1490 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 17th day of July, 1953.

35333-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

A. G. 15237-53)

Lord & Cie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company, "Lord & Cie Limitée", increasing its capital from \$19,800 to \$69,800: the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of July, 1953.

35333 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(A. G. 7161-53)

Peel Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Peel Investment Corporation", converting and subdividing 490 preferred shares of \$100 each into 49,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General the 30th day of June, 1953.

35333-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(A. G. 15814-53)

Salon Astrid Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company: "Salon Astrid Limitée", increasing its capital stock from \$99,000 to \$150,000: the additional capital stock being divided into 510 preferred shares of \$100 each, and amending the provisions of the original letters patent of said company.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of July, 1953.

35333 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

(P.G. 14396-53)

Stanley Bagg Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 juin 1953, à la compagnie "Stanley Bagg Corporation", augmentant son capital-actions de 208,000 actions privilégiées de \$5 chacune, et fixant à \$234,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A.G. 14396-53)

Stanley Bagg Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Stanley Bagg Corporation", increasing its capital stock by 208,000 preferred shares of \$5 each, and fixing at \$234,000 the amount with which the company shall continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

(P.G. 14383-53)

The Callway Sash and Door Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 juillet 1953, à la compagnie "The Callway Sash and Door Incorporated", augmentant son capital de \$4,000 à \$79,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 2 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333-o L. DÉSILETS.

(A.G. 14383-53)

The Callway Sash and Door Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July, second, 1953, to the company "The Callway Sash and Door Incorporated", increasing its capital stock from \$4,000 to \$79,000; the additional capital stock being divided into 750 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333 Deputy Attorney General.

(P.G. 14465-53)

Tilden Rent-A-Car Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRochelle, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 juillet 1953, changeant le nom de la compagnie "Tilden Drive Yourself Company", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 13 février 1928, en celui de "Tilden Rent-A-Car Company".

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,
35333 L. DÉSILETS.

(A.G. 14465-53)

Tilden Rent-A-Car Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the 2nd day of July, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRochelle, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, changing the name of the company "Tilden Drive Yourself Company", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated February 13th, 1928, to that of "Tilden Rent-A-Car Company".

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of July, 1953.

L. DÉSILETS,
35333-o Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

AVIS

NOTICE

Canada, Province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, N° 23,113. Dame Georgianna Poulin, ménagère de Notre Dame de la Providence, Cté Beauce, épouse commune en biens de Philippe Rodrigue, rentier anciennement de Notre-Dame de la Providence et actuellement résidant à St-Côme, Cté Beauce, a formé contre son mari une action en séparation de biens.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 23,113. Dame Georgianna Poulin, housekeeper of Notre Dame de la Providence, Co. Beauce, wife common as to property of Philippe Rodrigue, rentier anciently of Notre Dame de la Providence and now living at St. Côme, Co. Beauce, has taken an action against her husband for separation as to property.

St-Joseph-de-Beauce, 11 août 1953.

St. Joseph of Beauce, August 11th, 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
35367-o ANT. LACOURCIERE. C.R.

ANT. LACOURSIERE. C.R.,
35367-o Attorney for plaintiff.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 916

Number 916

Québec, le 6 août 1953.

Quebec August 6, 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT certains actes administratifs du
Secrétariat de la Province.CONCERNING certain administrative agreements
of the Provincial Secretary.CONCERNANT l'abrogation du règlement numéro
15 de la Commission des accidents du travail
de Québec et son remplacement par le règle-
ment numéro 19 de la dite Commission.CONCERNING the repeal of By-law number 15
of the Quebec Workmen's Compensation Com-
mission and its replacement by By-law num-
ber 19 of the said Commission.ATTENDU QUE la Commission des accidents du
travail de Québec, lors de la réunion de ses com-
missaires tenue le 1er juin 1953, a adopté une
résolution à l'effet d'abroger son règlement por-
tant le numéro 15, adopté le 30 juillet 1942 et
approuvé par l'arrêté en conseil portant le numé-
ro 2495, en date du 25 septembre 1942, et de la rem-
placer par le règlement numéro 19, lequel se lit
comme suit:WHEREAS the Quebec Workmen's Compensa-
tion Commission, at the meeting of its Com-
missioners held on June 1st, 1953, when a reso-
lution was adopted to the effect of repealing its
By-law bearing number 15, adopted July 30,
1942 and approved by the Order in Council
number 2495, under date of September 25, 1942,
and to replace it by By-law number 19, which
reads as follows:

"Règlement N° 19

"Règlement N° 19

Les dispositions suivantes sont, par les pré-
sentes, adoptées comme constituant une maladie
industrielle au sens de la Loi des Accidents du
Travail, 1931, et sont, en conséquence, ajoutées
aux prescriptions de la Cédule 3:Les dispositions suivantes sont, par les pré-
sentes, adoptées comme constituant une mala-
die industrielle au sens de la loi des Accidents
du Travail, 1931, et sont, en conséquence, ajou-
tées aux prescriptions de la Cédule 3:*Genre de Maladie*
Tenosynovite*Genre d'Occupation**Genre de maladie*
Tenosynovite*Genre d'occupation*

Regulation N° 19

Regulation No. 19

The following is hereby declared to be an in-
trial disease within the meaning of the Quebec
Workmen's Compensation Act, 1931, and added
to the Schedule 3 thereof:The following is hereby declared to be an
industrial disease within the meaning of the
Quebec Workmen's Compensation Act, 1931, and
added to the Schedule 3 thereof:*Description of Disease*
Tenosynovitis*Description of Process**Description of Disease*
Tenosynovitis*Description of Process*IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la pro-
position de l'honorable Secrétaire de la province,
que l'abrogation dudit règlement numéro 15 de
la Commission des accidents du travail de Qué-
bec, ainsi que son remplacement par le règle-
ment numéro 19 précité de ladite Commission,
soient approuvés, conformément aux dispositions
de l'article 66 de la Loi des accidents du travail,
Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 160.IT IS ORDAINED, therefore, upon the recom-
mendation of the Honourable the Provincial
Secretary, that the repeal of the said By-law
number 15 of the Quebec Workmen's Compensa-
tion Commission, as well as its replacement
by the By-law number 19 above cited of the said
Commission, be approved in conformity to the
provisions of section 66 of the Quebec Work-
men's Compensation Act, Revised Statutes of
Quebec, 1941, chapter 160.Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif.
35333-o C. LARICHELIERE.35333 Acting Clerk of the Executive Council.
C. LARICHELIERE.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que l'honorable
Secrétaire de la Province a dûment reçu le
troisième original de la déclaration de fondation
du syndicat coopératif "Chantier Coopératif
de l'U.C.C. Québec Sud", en date du 14 juillet
1953, dont le siège social est situé à Saint-Geor-
ges, dans le comté de Beauce, et que ce documentNotice is hereby given that the Honourable
the Provincial Secretary has duly received the
third copy of the original of the declaration of
foundation of the cooperative syndicate "Chan-
tier Coopératif de l'U.C.C. Québec Sud" under
date of July 14, 1953, whereof the head office is
at Saint-Georges, in the county of Beauce,

a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35351-o JEAN BRUCHÉSI.

CHANBAY LIMITED
Règlement spécial "B"

1. Que la compagnie soit et elle est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et, subséquemment, procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

2. Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou convenables à la bonne exercice du précédent.

Dûment décrété et sanctionné ce 6ième jour d'août 1953.

35349 Le Secrétaire,
T. J. RAPPELL

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 8 juillet 1953, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité de la partie ouest du canton de Romieu en celui de "la municipalité de Capucins", comté de Matane.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

Les Capucins 23 juillet 1953.

35352-o Le Maire,
ADÉLARD SOUCY,
Le Secrétaire-trésorier,
NAPOLÉON LEPAGE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait de la Laiterie Ste-Marguerite", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trente juillet 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à La Pointe du Lac, dans le comté de St-Maurice.

35353-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P. G. 6326-50)
LAKE BRULE COUNTRY CLUB LIMITED

Règlement N° 27

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Lake Brule

and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 23, 1953.

35351 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

CHANBAY LIMITED
Special By-Law "B"

1. The Company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

2. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Duly enacted and sanctioned this 6th day of August, 1953.

35349-o T. J. RAPPELL,
Secretary.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the municipality of the western part of the Township of Romieu that the Lieutenant-Governor in Council, on July eighth 1953, following a report of the Committee of the Honourable the Executive Council, approved the changing of the name of the municipality of the western part of the Township of Romieu into that of "la municipalité de Capucins", county of Matane.

Pursuant to the provisions of Article 48 of the Municipal Code, this change of name will come into effect as from the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Capucins, July 23, 1953.

35352 AdéLard Soucy,
Mayor,
Napoléon Lepage,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait de la Laiterie Ste-Marguerite" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on July 30, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at La Pointe du Lac, in the county of St-Maurice.

35353 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A. G. 6326-50)
LAKE BRULE COUNTRY CLUB LIMITED

By-law No. 27

Be it and it is hereby enacted as a By-law of Lake Brule Country Club Limited (hereinaf-

Country Club Limited" (ci-après nommé "le Club") ce qui suit:

1. Le nombre des membres du bureau de direction du Club est diminué de quatorze (14) à huit (8) directeurs.

2. Le règlement N° 21 du Club est révoqué et remplacé par le suivant:

21. Le Club sera administré par un bureau de direction composé de huit (8) directeurs.

Je, le soussigné, secrétaire de "Lake Brule Country Club Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est un extrait conforme des minutes d'une assemblée dûment constituée du bureau de direction de "Lake Brule Country Club Limited" tenue le 21 avril 1953, et une vraie copie du règlement N° 27 adopté par les directeurs à ladite assemblée; et, de plus, je certifie qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et constituée le 28 juin 1953 pour considérer ledit règlement, il a été approuvé par plus des deux tiers (2/3) des votes donnés à ladite assemblée, à savoir, par le vote unanime de tous les actionnaires présents.

Le Secrétaire,

35355

R. H. E. WALKER.

ter called "the Club") as follows:

1. The number of the Board of Directors of the Club is decreased from fourteen (14) to eight (8) Directors.

2. By-law No. 21 of the Club is repealed and replaced by the following:

"21. The Club shall be managed by a Board of eight (8) Directors."

I, the undersigned, Secretary of Lake Brule Country Club Limited, hereby certify the foregoing to be a true extract from the minutes of a duly constituted Meeting of the Board of Directors of Lake Brule Country Club Limited held on April 21st, 1953, and a true copy of By-law No. 27 adopted by the Directors at the said Meeting; and I further certify that at a Special General Meeting of the Shareholders duly called and constituted on June 28th, 1953, for consideration of the said by-law, it was approved by more than two-thirds (2/3) of the votes cast at the said Meeting, namely, by the unanimous vote of all shareholders present.

R. H. E. WALKER,

Secretary.

35355-0

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Economie Alrol Credit Union", en date du 9 juillet 1953, dont le siège social est situé au Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,

25341-0

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Economie Alrol Credit Union" under date the 9th day of July 1953 whereof the head office is at Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

35341

(P. G. 6761-47)

DAVID & FRÈRE, LIMITÉE

Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Classe "B" de David & Frère, Limitée, tenue au bureau de la compagnie, 1930, rue Champlain, Montréal, le vingt-huitième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-trois:

"Le règlement suivant portant le numéro 96, adopté par le bureau de direction de David & Frère, Limitée à une assemblée tenue le 11 juin 1953, et se lisant comme suit:

"Il est proposé et unanimement résolu que le nombre des directeurs soit porté de 5 à 7". est proposé et adopté à l'unanimité."

Copie conforme.

Le Secrétaire,

35344-0

RODIER MERRILL.

(A. G. 6761-47)

DAVID & FRÈRES, LIMITÉE

Extract of the Minutes of a special general meeting of the Class "B" shareholders, of David & Frère, Limitée, held at the office of the company, 1930 Champlain Street, Montreal, on the twenty-eighth day of the month of July, one thousand nine hundred and fifty-three:

"The following by-law bearing number 96, adopted by the Board of Directors of David & Frère, Limitée, at a meeting held on June 11, 1953, and reading as follows:

"It is proposed and unanimously resolved that the number of Directors be carried from 5 to 7" is proposed and unanimously adopted."

True Copie.

RODIER MERRILL,

Secretary.

35344

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Camille", en date du 17 juin 1953, dont le siège social est situé à Saint-Camille, dans le comté de Bellechasse, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 juin 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,

35345-0

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Camille" under date the 17th day of June, 1953 whereof the head office is at Saint-Camille, in the county of Bellechasse, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1953.

JEAN BRUCHÉSI.

Under Secretary of the Province.

35345

(P. G. 5327-52)

UNITED CUSTOMS BROKERS LIMITED

Copie certifiée d'une résolution passée à la dernière assemblée annuelle des actionnaires tenue le 9 juin 1953, à 5 p.m.

"Il a été proposé et adopté à l'unanimité que le nombre des directeurs, tel que stipulé par la charte, soit augmenté de quatre à cinq dont quatre formeront quorum et qu'une copie de cette résolution soit envoyée au Secrétaire de la province de Québec, tel que requis par la Loi des compagnies.

Le Président,
H. MARC-AURELE,
Le Secrétaire-trésorier,
P. H. BERNARD.

35342

(A. G. 5327-52)

UNITED CUSTOMS BROKERS LIMITED

Certified copy of a resolution passed at last annual shareholders meeting held on the 9th of June, 1953, at 5 p.m.

"It was moved and unanimously carried that the number of directors as specified by the Charter be increased from four to five of which four should constitute a quorum and a copy of this resolution be forwarded to the Secretary of the Province of Quebec, as required by the Companies Act."

H. MARC-AURELE,
President.
P. H. BERNARD,
Secretary-treasurer.

35342-o

Avis est donné par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative de Charlesbourg", en date du 21 mai 1953, dont le siège social est situé à Charlesbourg, dans le comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 août 1953.

Le Sous-Secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

35373-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Cooperative de Charlesbourg" under date May 21, 1953 whereof the head office is at Charlesbourg in the county of Quebec and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, August 11, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

35373

(P.G. 14244-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le onze août 1953, les règlements I à XIII inclusivement de la "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", et leurs amendements, lesquels règlements et amendements ont été adoptés le 12 juin 1953 et subséquemment, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec. Avis est également donné que les règlements 1 à 52 inclusivement de ladite corporation, adoptés le 9 juin 1953, et approuvés par le Secrétaire de la province le 4 août 1953 (voir avis publié dans la Gazette officielle de Québec, tome 85, N° 32, du 8 août 1953, à la page 2472) ont aussi été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, et non pas en vertu de l'article 225, tel que mentionné dans ledit avis.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 août 1953.

Le Sous-Secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

35374-o

(A.G. 14244-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on August eleventh, 1953, by-laws I to XIII inclusively of the "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", and their amendments, which by-laws and amendments were adopted on June 12, 1953 and subsequently, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act. Notice is also given that by-laws 1 to 52 inclusively of the said corporation, adopted on June 9, 1953, and approved by the Provincial Secretary on August 4, 1953, (see notice published in the Quebec Official Gazette, Vol. 85, No. 32, of August 8, 1953, on page 2472) were also approved in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act, and not under section 225, as mentioned in the said notice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

35374

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Presses Laurentiennes", en date du 18 juin 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

35372-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Presses Laurentiennes" under date the eighteenth day of June 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

35372

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS LÉGAL

Avis est donné que "Service Contracting Company Limited", une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 31^{ème} jour de juillet 1953.

35336 Le Secrétaire,
I. OLSHANSKY.

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie "Valley Flax Products Ltd.", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 27 juillet 1953.

35337-o Le Secrétaire,
Signé: GÉRARD CLOUTIER.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Service Contracting Company Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 31st day of July, 1953.

35336-o I. OLSHANSKY,
Secretary.

Notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, "Valley Flax Products Ltd." will request the permission of relinquishing its charter.

Montreal, July 27th, 1953.

35337-o Signed: GÉRARD CLOUTIER,
Secretary.

HARRY S. OAKES INCORPORATED

Avis est donné que la compagnie "Harry S. Oakes Incorporated", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 6^{ème} jour d'août 1953.

35343 HARRY S. OAKES INCORPORATED
Les Procureurs,
BRODERICK & MCQUILLAN.

HARRY S. OAKES INCORPORATED

Notice is hereby given that "Harry S. Oakes Incorporated", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of August 1953.

35343-o HARRY S. OAKES INCORPORATED
BRODERICK & MCQUILLAN,
Attorneys.

(P. G. 6110-47)

Canada, Province de Québec, district de Québec.

ABANDON DE LA CHARTE

CENTRE COLOMBIEN LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que le Centre Colombien Limitée, une corporation dûment enregistrée en vertu de la loi des compagnies de Québec, et ayant son bureau chef à St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, district de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à St-Romuald d'Etchemin, ce vingt-septième jour du mois de juillet mil neuf cent cinquante-trois.

35346-o Le Secrétaire,
GÉRARD ST-PIERRE.

(A. G. 6110-47)

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

SURRENDER OF CHARTER

CENTRE COLOMBIEN LIMITÉE

Notice is hereby given that the "Centre Colombien Limitée" a corporation duly registered under the Quebec Companies' Act, and having its head office at St. Romuald d'Etchemin, county of Levis, district of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec to obtain permission to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at St. Romuald d'Etchemin, this twenty-seventh day of the month of July, one thousand nine-hundred and fifty-three.

35346 GÉRARD ST-PIERRE,
Secretary.

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION
DU NOUVELLISTE, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera au Procureur général de la province de Qué-

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION
DU NOUVELLISTE, LIMITÉE

Notice is hereby given that "La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act having its head office in the City of Trois-Rivières, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender

bec pour demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Donné à Trois-Rivières, ce 7 août 1953.

Dated at Trois-Rivières, this 7th August 1953.

(Signé) PIERRE DANSEREAU,
Directeur.

(Signed) PIERRE DANSEREAU,
Director.

(Signé) MAURICE DANSEREAU,
Directeur.
35347-o

(Signed) MAURICE DANSEREAU,
Director.
35347-o

LE NOUVELLISTE LIMITÉE

LE NOUVELLISTE LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Le Nouvelliste Limitée", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal dans la cité de Trois-Rivières, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that "Le Nouvelliste Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Trois-Rivières, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies, Act.

Donné à Trois-Rivières, ce 7ième jour d'août 1953.

Dated at Trois-Rivières, this 7th day of August, 1953.

(Signé) GUILLAUME GEOFFRION,
Directeur.
(Signé) LUC PARENT,
Directeur.

(Signed) GUILLAUME GEOFFRION,
Director.
(Signed) LUC PARENT,
Director.

35348-o

35348-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company Licensed to do Business

(Sec. P. 2248-53)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "J. & E. Hall Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

(P. Sec. 2248-53)

Notice is hereby given that "J. & E. Hall Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois déjà existantes de cette Province.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Le bureau principal de la compagnie dans la province de Québec est établi à 112 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

The principal office of the Company in the Province of Quebec is established at 112 St. James St. West, in the City and judicial district of Montreal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle est M. J. Alex. Prud'homme, c.r., de ladite cité de Montréal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it is J. Alex. Prud'homme, Esquire, Q.C., of the said city of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 12e jour d'août 1953.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1953.

Le Sous-Secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,

35333

35333-o Undre-Secrétaire of the Province.

Département des Affaires municipale

Department of Municipal Affairs

CORRECTION

CORRECTION

Dans l'avis de l'émission des lettres patentes érigeant la ville de Murdochville, publié dans la Gazette Officielle de Québec en date du 1er août, 1953, il y a lieu de lire, à la page 2426, dans le texte français, à la troisième ligne du Nota Bene, les chiffres et mot "18 juillet" au lieu de "28 juillet".

In the issuance of the letters patent erecting the town of Murdochville, published in the Quebec Official Gazette bearing date the 1st day of August, 1953, on page 2426, in the third line of the Nota Bene, the numbers and word in the French text should read "July 18" instead of "July 28".

35333-A-X-o

35333-A-X

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 23-51A

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi 5 août 1953 tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Montréal à 10,00 heures a.m.

Présents : MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-A. Chartrand,
P.-D. McArthur, commissaires, Alphonse Savoie,
secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'In-
dustrie laitière dans la région de Berthierville.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1° L'ordonnance N° 23-51A, publiée dans la
Gazette officielle de Québec du 10 novembre 1951
est amendée et l'article 2° est remplacé par le
suivant :

2° La région de Berthierville comprend la
ville de Berthierville plus une partie de la munici-
palité de la paroisse de Berthierville délimitée
comme suit : au sud, par le fleuve St-Laurent ;
à l'est, par la Rivière Bayonne ; à l'ouest, par
la Rivière La Chaloupe et au nord par la voie
fermée du Canadian Pacific via Montréal-Québec.

La présente ordonnance entrera en vigueur le
jour de sa publication dans la *Gazette officielle de*
Québec.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de la publication de la présente ordonnance dans
la *Gazette officielle de Québec*.

Signé : OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
P.-D. MCARTHUR, commissaire.

Certifié : ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
35369-0

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 23-51A

Excerpts from the proceedings of the meeting
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.

Meeting of Wednesday August 5th, 1953, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-A. Chartrand,
P.-D. McArthur, Commissioners, Alphonse Savoie,
Secretary.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Berthierville.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 23-51A published in the *Quebec*
Official Gazette of November 10th, 1951 is amend-
ed and article 2 is replaced by the following:

2. The region of Berthierville includes the
town of Berthierville and part of the municipality
of the parish of Berthierville bounded as follows:
on the south, by the St. Lawrence River; on the
east, by the river known as Rivière Bayonne;
on the west, by the river known as Rivière La
Chaloupe and on the north by the Canadian
Pacific Railway via Montreal-Quebec.

The present Order shall come into force on the
date of its publication in the *Quebec Official*
Gazette.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the Present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
P. D. MCARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
35369-0

Département de l'Instruction publique

N° 378-53.

Québec, le 7 août 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil,
par arrêté ministériel en date du 30 juillet 1953,
de changer le nom de la municipalité scolaire
de Grenville N° 3, dans le comté d'Argenteuil,
en celui de "Pointe-aux-Chênes, dans le même
comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours
après la publication de cet avis dans la *Gazette*
officielle de Québec.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35334-0 O. J. DESAULNIERS.

N° 742-51.

Québec, le 6 août 1953.

Demande est faite de détacher de la munici-
palité scolaire de Newport, dans le comté de
Compton, les lots 1 à 8 inclusivement, du rang
XI (11), du canton de Newport, pour les anne-

Department of Education

No. 378-53.

Quebec, August 7, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in
Council, has been pleased, by Order in Council
dated July 30, 1953, to change the name of the
school municipality of Grenville No. 3, in the
county of Argenteuil, into that of "Pointe-aux-
Chênes" in the same county.

Said Order in Council to take effect eight days
after the publication of this notice in the *Quebec*
Official Gazette.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 742-51.

Quebec, August 6, 1953.

Application is made to detach from the school
municipality of Newport, in the county of Comp-
ton, lots 1 to 8 inclusively, from range XI (11),
of the township of Newport, to annex them to

xer à la municipalité scolaire de St-Isidore-d'Auckland, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35356-33-2-0 O. J. DESAULNIERS.

N° 912-53.

Quebec, le 6 août 1953.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit soit détaché de la municipalité scolaire de Newport, dans le comté de Compton, pour être annexé, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Notre-Dame-du-St-Rosaire, dans le même comté.

Le territoire en question comprend les lots 1 du rang VI (6); 1 à 7 inclusivement des rangs VII et VIII (7 et 8); 1 à 9 inclusivement et 10B, 10C, 10D, 11B et 11C du rang IX (9); 1 à 8 inclusivement et les lots 9A, 9B, 10A, 10B, 11A et 11B du rang X (10), tous du canton de Newport.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35357-33-2-0 O. J. DESAULNIERS.

N° 1468-52.

Québec, le 6 août 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Paul-de-Châteauguay, dans le comté de Châteauguay, la partie du lot N° 310 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Martine, décrite comme suit, savoir:

Une terre sise et située à Ste-Martine connue et désignée comme étant partie du lot numéro trois cent dix (pt. N° 310) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Martine, comté de Châteauguay; bornée en front au nord-ouest par le chemin de fer Canadien National, en profondeur au sud-est par le chemin de la côte St-Joseph, d'un côté au nord-est, par la route provinciale N° 36 et de l'autre côté au sud-ouest par partie du lot N° 311; contenant une superficie totale d'environ quatre-vingt-quatorze arpents; et les lots 310-70 et 310-71 du même cadastre, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Martine, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35358-33-2-0 O. J. DESAULNIERS.

N° 1086-52.

Quebec, le 5 août 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Sylvestre dans le comté de Lotbinière, les lots Nos 575 à 579 inclusivement, du cadastre officiel de St-Sylvestre, appartenant à monsieur Alzire Paradis, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jacques-de-Leeds, dans le comté de Mégantic.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35359-33-2-0 O. J. DESAULNIERS,

N° 20-52.

Québec, le 4 août 1953.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 juillet 1953, de détacher de la municipalité scolaire de St-Georges-de-Beauce, dans le comté de Beauce, les lots 46 à 66 inclusivement, et la partie du lot N° 67 mesurant 28 arpents de hauteur par 3 arpents de largeur et appartenant à Monsieur Aurélien Lessard, du rang I (1) sud-ouest d'Aubert-Gallion, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Georges-Ouest, paroisse, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35334-0 O. J. DESAULNIERS.

the school municipality of St-Isidore-d'Auckland, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 912-53.

Quebec, August 6, 1953.

Application is made that the territory herein below described be detached from the school municipality of Newport, in the county of Compton, to be annexed, for the catholic ratepayers only, to the Catholic School Municipality of Notre-Dame-du-St-Rosaire in the same county.

The territory in question is comprised of lots 1 of Range VI (6); 1 to 7 inclusively of ranges VII and VIII (7 and 8); 1 to 9 inclusively and 10B, 10C, 10D, 11B and 11C of range IX (9); 1 to 8 inclusively and lots 9A, 9B, 10A, 10B 11A and 11B of range X (10), all of the township of Newport.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1468-52.

Quebec, August 6, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Paul-de-Châteauguay, in the county of Châteauguay, that part of lot No. 310 on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Martine, described as follows, to wit:

A farm situate at Ste-Martine known and designated as being a part of lot number three hundred and ten (pt. No. 310) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Martine, county of Châteauguay; bounded in front on the northwest by the Canadian National Railroad, in depth, on the southeast, by the St. Joseph Hill Road, on the northeast side, by Provincial Route N° 36 and on the other side to the southwest, by part of lot No. 311; containing a total superficial area of ninety-four arpents; and lots 310-70 and 310-71 of the same cadastre, to annex them to the school municipality of Ste-Martine, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1086-52.

Quebec, August 5, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St. Sylvestre, in the county of Lotbinière, lots 575 to 579 inclusively, from the official cadastre of St. Sylvestre, belonging to Mr. Alzire Paradis, to annex them to the school municipality of St-Jacques-de-Leeds, in the county of Mégantic.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 20-52

Quebec, August 4, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council dated July 16, 1953, to detach from the School Municipality of St-Georges-de-Beauce, in the county of Beauce, lots 46 to 66 inclusively, and part of lot No. 67 measuring 28 arpents in height by 3 arpents in width and belonging to Mr. Aurélien Lessard, of Range L (1) southwest of Aubert-Gallion, and to annex them to the School Municipality of St. Georges-West, parish, in the same county.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1954.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1452-51.

Québec, le 3 août 1953.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 13 et 20 juin 1953, dans la dernière ligne il faut lire: "La municipalité scolaire de Rouyn" au lieu de la municipalité scolaire catholique de Rouyn.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35335-o O. J. DESAULNIERS,

No. 1452-51.

Quebec, August 3, 1953.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th and 20th of June, 1953, in the last line, please read: "The School Municipality of Rouyn", instead of the Catholic School Municipality of Rouyn.

O. J. DESAULNIERS,
35335 Superintendent of Education.

N° 1445-52.

Québec, le 6 août 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 18 juin 1953, d'annexer à la municipalité scolaire protestante du Village de Gaspé, dans le comté de Gaspé-Sud, le territoire de la municipalité scolaire de Baie de Gaspé Sud et le territoire de la municipalité scolaire de York, dans le même comté, et que tout ce territoire soit érigé en une municipalité scolaire séparée et distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité scolaire protestante de Gaspé, comté de Gaspé-Sud", le territoire de ces trois municipalités étant décrit comme suit:

Tout le territoire de la municipalité du village de Gaspé composé du lot 1 au lot 150 inclusivement, avec toutes les subdivisions suivant le plan cadastral officiel du village de Gaspé;

Tout le territoire de la municipalité de Douglas-Ouest, lequel est décrit comme suit:

Les lots, A, B, C et le lot A1 au lot 11 inclusivement du premier rang de Sandy Beach; les lots A à 13 inclusivement du premier rang de Haldimand; les lots 1 à 4 inclusivement du deuxième rang nord; les lots 1 à 5 inclusivement du deuxième rang sud, comprenant toutes les subdivisions des lots et rangs sus-mentionnés; suivant le plan cadastral officiel de la municipalité de Douglas-Ouest;

Les lots 6A à 49 inclusivement et les îles A, B, C et E du rang I du canton de Baie Gaspé Sud; les lots 1 à 21 inclusivement du rang II du canton de Baie Gaspé-Sud; les lots 1 à 22 inclusivement du rang III du canton de Baie Gaspé-Sud; les lots 1 à 17 inclusivement du rang central du canton de Baie Gaspé Sud; les lots E et F et les lots 1 à 68 inclusivement, les îles A à J inclusivement et les îles 27 à 30 inclusivement du rang Dartmouth, comprenant toutes les subdivisions des rangs, lots et îles sus-mentionnés du canton de Baie Gaspé-Sud, suivant le plan cadastral officiel;

Le territoire suivant, dans le canton de York, comté de Gaspé-Sud;

Les lots A et C, les lots 1 à 21 inclusivement et les îles D, F et G du rang I; les lots 1 à 56 inclusivement du rang II; les lots 1 à 56 inclusivement du rang III; les lots 1 à 57 inclusivement du rang IV; les lots 1 à 18 inclusivement, du rang A; les lots 1 à 14 inclusivement et les îles K à Q inclusivement du rang York River. Ce territoire comprend toutes les subdivisions des rangs, lots et îles sus-mentionnés, suivant le plan cadastral officiel du canton de York.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35334-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1445-52.

Quebec, August 6, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council, dated June 18, 1953, to annex to the Protestant school municipality of Gaspé Village, in the County of Gaspé South, the territory of the school municipality of Gaspé Bay South and the territory of the school municipality of York, in the same County, and to erect into a separate and distinct school municipality for Protestants only, under the name of "the Protestant school municipality of Gaspé, in the County of Gaspé South", the territory of these three municipalities which is described as follows:

"All the territory of the municipality of the Village of Gaspé which is lot 1 to lot 150, inclusive, with all the subdivisions according to the official cadastral plan of the Village of Gaspé.

"All the territory of the municipality of Douglas West which is described as follows:

"Lots A, B, C and lot A1 to lot 11, inclusive, of the First Range of Sandy Beach; lots A to 13, inclusive, of the First Range of Haldimand; lots 1 to 4, inclusive, of the Second Range north; lots 1 to 5, inclusive, of the Second Range south, including all subdivisions of the aforementioned lots and Ranges according to the official cadastral plan of the municipality of Douglas West.

"Lots 6A to 49, inclusive, and Islands A, B, C and E of Range I in the Township of Gaspé Bay South: lots 1 to 21, inclusive, of Range II in the Township of Gaspé Bay South: lots 1 to 22, inclusive, of Range III in the Township of Gaspé Bay South: lots 1 to 17, inclusive, of the Central Range of the Township of Gaspé Bay South: lots E and F and lots 1 to 68, inclusive, Islands A to J, inclusive, and Islands 27 to 30, inclusive, of the Dartmouth Range, including all subdivisions of the aforementioned Ranges, lots and Islands in the Township of Gaspé Bay South according to the official cadastral plan.

"The following territory in the Township of York, in the County of Gaspé Bay South:

"Lots A and C, lots 1 to 21, inclusive, and Islands D, F and G in Range I: lots, to 56, inclusive, of Range II: lots 1 to 56, inclusive, of Range III: lots 1 to 57, inclusive, in Range IV: lots 1 to 18, inclusive, in Range A: lots 1 to 14, inclusive, and Islands K to Q, inclusive, in York River Range. This territory includes all sub-divisions of the aforementioned Ranges, lots and Islands according to the official cadastral plan of the Township of York."

Said Order in Council has taken effect on the first day of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
35334 Superintendent of Education.

N° 416-51.

Québec, le 6 août 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 juin 1953, que le territoire ci-dessous décrit soit formé en une municipalité scolaire dis-

No. 416-51.

Quebec, August 6, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council, dated June 11, 1953, that the territory hereinbelow described be formed into one separate

tincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Lacolle", dans le comté de Saint-Jean.

Ce territoire est décrit comme suit, et est détaché des municipalités scolaires de St-Blaise et de Saint-Bernard-de-Lacolle, savoir:

"Commençant à un point où la limite internationale touche la rive ouest de la rivière Richelieu; continuant dans une direction ouest le long de cette limite internationale jusqu'à la ligne de division entre le lot 541 de la cinquième concession sud du Domaine et le lot 725 de la sixième concession sud du Domaine; de là, dans une direction nord suivant la ligne entre ces deux concessions et les septième concessions A, B, C et D sur le Domaine ouest et la sixième concession est sur le Domaine, jusqu'à la ligne est-ouest entre les lots 609 et 610; de là, dans une direction est, le long de cette ligne, jusqu'à la ligne nord-sud entre la septième concession nord du Domaine, et la sixième concession nord du Domaine; de là, dans une direction nord, le long de cette ligne, jusqu'à la ligne du comté de Napierville; de là, dans une direction est, le long de cette ligne jusqu'à la ligne ouest des lots 172-173 de la cinquième concession Delery; de là, vers le nord, le long de cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 154 de la quatrième concession, chemin Burtonville; de là, vers le nord jusqu'à la ligne nord des lots 163, 162 et 161; de là, le long de la ligne nord de ces trois lots, jusqu'à la ligne Pierreville; de là, vers le nord, sur cette ligne, jusqu'à la ligne nord du lot 298; de là, vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 299; de là, vers le nord, sur cette ligne, jusqu'à la ligne nord du lot 299; de là, vers l'est, sur cette ligne, jusqu'à la ligne ouest du lot 300; de là, vers le sud, sur cette ligne, jusqu'à la ligne sud du lot 300; de là, vers l'est, sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 301; de là, vers le nord, sur cette ligne jusqu'à la ligne nord des lots 301-302; de là, vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 303; de là, vers le nord sur cette ligne, jusqu'à la ligne sud du lot 303; de là, vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 305; de là, vers le nord, sur cette ligne, jusqu'à la ligne nord des lots 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 323, 324, 325, 327, 328, 329 et 330 et vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 331; de là, vers le sud, sur cette ligne, jusqu'à la ligne nord du lot 332; de là, vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 334; de là, vers le sud, sur cette ligne jusqu'à la ligne nord du lot 333; de là, vers l'est, sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 336; de là, vers le nord, sur cette ligne, jusqu'à la ligne sud du lot 335; de là, vers l'est sur cette ligne, jusqu'à la ligne ouest du lot 337; de là, vers le nord sur cette ligne, jusqu'à la ligne nord des lots 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343 et 344 et vers l'est sur cette ligne, jusqu'à la ligne ouest du lot 346; de là, vers le sud, sur cette ligne jusqu'à la ligne sud du lot 346; de là, vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne est du lot 346; de là vers le nord sur cette ligne jusqu'à la ligne nord du lot 347; de là, vers l'est sur cette ligne, jusqu'à la ligne ouest du lot 350; de là, vers le sud sur cette ligne jusqu'à la ligne sud du lot 350; de là, vers l'est sur cette ligne jusqu'à la ligne ouest du lot 351; de là, vers le nord, sur cette ligne jusqu'à la ligne sud du lot 351; de là, vers l'est sur les lignes sud des lots 351, 352, 353, 354, 72 et 66 jusqu'à un point où la ligne sud du lot 66 rencontre la ligne ouest de la rivière Richelieu; de là, vers le sud, en suivant la rive ouest de la rivière Richelieu, jusqu'au point de départ.

school municipality for the Proreastant rate-payers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Lacolle", in the county of Saint-John.

This territory is described as follows, and is detached from the school municipalities of St-Blaise and of Saint-Bernard-de-Lacolle, to wit:

Starting at a point where the International boundary line touches the west shore of the Richelieu River, continuing in a westerly direction along the International boundary to the division line between lot 541 of the Cinquième Concession Sud du Domaine and lot 725 of the Sixième Concession Sud du Domaine; thence in a northerly direction following the line between these two Concessions and between the Septième Concessions "A", "B", "C" and "D" sur le Domaine on the west, and the Sixième Concession sur le Domaine, on the east, to the east-west line between lots 609 and 610; thence in an easterly direction along this line to the north-south line between the Septième Concession nord du Domaine and the Sixième Concession nord du Domaine; thence in a northerly direction along this line to the Napierville County Line; eastward along this line to the west line of lots 172-173 of the fifth Concession Delery; thence north along this line to the Napierville County line east; thence along this line to the west line of lot 154 of the fourth Concession Chemin Burtonville; thence north to the north line of lots 163-162-161, along the north line of these three lots to the Pierreville line, thence north on this line to the north line of lot 298; thence east on this line to the west line of lot 299; thence north on this line to the north line of lot 299; thence east on this line to the west line of lot 300; thence south on this line to the south line of lot 300; thence east on this line to the west line of lot 301; thence north on this line to the north line of lots 301-302; thence east on this line to the west line of lot 303; thence south on this line to the south line of lot 303; thence east on this line to the west line of lot 305; thence north on this line to the north line of lots 305-306-307-308-309-310-311-313-314-315-323-324-325-327-328-329-330 and east on this line to the west line of lot 331; thence south on this line to the north line of lot 332; thence east on this line to the west line of lot 334; thence south on this line to the north line of lot 333; thence east on this line to the west line of lot 336; thence north on this line to the south line of lot 335; thence east on this line to the west line of lot 337; thence north on this line to the north line of lots 337-338-339-340-341-342-343-344 and east on this line to the west line of lot 346; thence south on this line to the south line of lot 346; thence east on this line to the east line of lot 346; thence north on this line to the north line of lot 347; thence east on this line to the west line of lot 350; thence south on this line to the south line of lot 350; thence east on this line to the south line of lot 351; thence east on the south lines of lots 351-352-353-354-72 and 66, to the point where the south line of lot 66 reaches the west bank of the Richelieu River; thence south following the west bank of the Richelieu River to the starting point.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
35334-o O. J. DESAULNIERS.

Said Order in Council has taken effect on the first day of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
35334 Superintendent of Education.

Ministère des Finances Assurances

AVIS DE REMISE EN VIGUEUR D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que les sociétés de secours mutuels: The Order of Italo-Canadians, Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec, Canadian Hebrew Sick Benefit Association, ont renouvelé leur permis qui avait expiré le 30 juin 1953, et qu'en conséquence, l'enregistrement des dites sociétés, qui avait été annulé le 1er juillet 1953, est remis en vigueur à compter de cette date.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 4 août 1953, conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35365-33-2-0 Surintendant des assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Canadian Reinsurance Company", enregistrée sous le numéro 541, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 1386 qui l'autorise, à compter du 10 juillet 1953, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants, par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement — Accident; Automobile; Aviation; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Choc de véhicules; Chute d'aéronef; Crédit; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Faux; Fuite d'eau; Garantie (cautionnement et détournement); Grêle; Intempéries; Maladie; Ouragan; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Tremblement de terre; Vol; Et en outre de ces classes: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé dans la cité de Toronto, province d'Ontario.— Chambre 207, 19 rue Melinda, Toronto.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 juillet 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
35365-33-2-0 Surintendant des assurances.

Sièges sociaux

(P. G. 6778-53)

LAMBERT & GÉLINAS LTÉE
LAMBERT & GÉLINAS LTD.

Extrait du règlement N° 3 de la compagnie ci-haut mentionnée, concernant le changement d'endroit de son siège social de La Sarre à Macamic:

"Le siège social de la Compagnie sera dorénavant à Macamic, comté d'Abitibi-Ouest, Province de Québec."

Department of Finance Insurances

NOTICE OF REVIVAL OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the Mutual Benefit Associations: The Order of Italo-Canadians, Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge of Quebec, Canadian Hebrew Sick Benefit Association, having renewed their license which had expired on the 30th of June 1953, and that consequently, their registration which has been cancelled as from the 1st of July 1953, is revived as from that date.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 4th of August 1953, pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35365-33-2-0 Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Canadian Reinsurance Company", registered under number 541, has obtained the license and certificate of registry number 1386 authorizing it, as from the 10th of July 1953 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — Accident; Aircraft; Automobile; Boiler; Credit; Earthquake; Employers' liability; Explosion; Falling aircraft; Forgery; Guarantee (fidelity and surety); Hail; Impact by vehicles; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sicknes; Sprinkler leakage; Theft; Water damage; Weather; Windstorm; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situated at Toronto, Province of Ontario.— Room 207, 19 Melinda Street, Toronto.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of July 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
35365-33-2-0 Superintendent of Insurance.

Head Offices

A. G. 6778-53)

LAMBERT & GÉLINAS LTÉE
LAMBERT & GÉLINAS LTD.

Except from By-Law No. 3 of the Company hereinabove mentioned, concerning the change of situation of its head office from La Sarre to Macamic:

"The head office of the company will henceforth be at Macamic, County of Abitibi-West, Province of Québec."

Ce règlement ci-dessus a été approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie. Copie certifiée ce 19ième jour de mai, 1953.

Le Secrétaire,
35338-o ROGER LÉPINE.

The above by-law was unanimously approved by all the shareholders of the Company. Certified copy, this, 19th day of May, 1953.

ROGER LÉPINE,
Secretary.

(P.G. 12000-53)

MADELEINE INCORPORÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Madeleine Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 28 mai 1953, enregistrées le 6 juin 1953, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi le dit siège social à 2359 est, rue Beau-bien, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 31 juillet 1953.

Le Président,
35339-o ROGER MEUNIER.

(A. G. 12000-53)

MADELEINE INCORPORÉE

Notice is hereby given that the company "Madeleine Incorporée", incorporated by letters patent by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on May 28, 1953, registered June 6, 1953, and having its head office in the City of Montreal, has established the said head office at 2359 Beaubien Street, East, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, July 31st, 1953.

ROGER MEUNIER,
President.

(P.G. 10534-52)

AVIS

TROYSCO MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes donné que la compagnie "Troysco Mines Limited" (No Personal Liability), incorporée le 11 juillet 1952, suivant la Loi des Compagnies Minières de Québec, et ayant son Bureau Chef à 276 St-Jacques Ouest, chambre 403, Montreal, a transporté son dit bureau à 60 St-Jacques Ouest, chambre 600, Montreal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son Bureau-Chef.

Daté à Montréal, ce 27ième jour de juillet 1953.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
35340-o A. J. DOUCET.

(A. G. 10534-52)

NOTICE

TROYSCO MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Troysco Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act on July 11, 1952, and having its Head Office at 276 St. James West, Montreal, Suite 403, Montreal, has moved to 60 St. James West, Suite 600, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Montreal, this 27th of July, 1953.

(Seal) A.-J. DOUCET,
35340-o Secretary-Treasurer.

(P. G. 11667-52)

UNITED INDUSTRIAL SUPPLIERS COMPANY LTD.

Règlement N° 40

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "United Industrial Suppliers Company Ltd." que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de 1477 ouest, rue Sherbrooke, suite 204, en la cité de Montréal, à 4202 ouest, rue Sainte-Catherine, en la cité de Westmount, province de Québec.

Certifié vraie copie et signé à Montréal ce 15ième jour de juin 1953.

Le Président,
35350 M. TEPPER.
Le Secrétaire-trésorier,
R. LETTE.

(A. G. 11667-52)

UNITED INDUSTRIAL SUPPLIERS COMPANY LTD.

By-Law No. 40

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "United Industrial Suppliers Company Ltd" that the location of the head office of the Company be and the same is hereby changed from 1477 Sherbrooke Street West, Suite 204, in the City of Montreal, to 4202 Sainte-Catherine Street West, in the City of Westmount, in the Province of Quebec.

Certified true Copy and signed at Montreal, this 15th day of June, 1953.

M. TEPPER,
President.
35350-o R. LETTE,
Secretary-Treasurer.

(P.G. 1283-46)

LATERRIERE CATERING LIMITED

Règlement N° douze

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Laterrière Catering Limited" que le lieu où le siège social de la compagnie est situé soit

(A.G. 1283-46)

LATERRIERE CATERING LIMITED

By-Law No. twelve

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Laterrière Catering Limited" that the place where the head office of the Company is situated be changed from the Town of Laterrière

changé de la ville de Laterrière, province de Québec, à la cité de St-Michel, province de Québec.

Décreté ce 17ème jour de juin 1953.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie,
Le Président,
FINO DeGRANDIS,
Le Secrétaire,
JOAN DeGRANDIS.

35368

re, Province of Quebec, to the City of St. Michel, in the Province of Quebec.

Enacted this 17th day of June, 1953,

Witness the corporate seal of the Company,
FINO DeGRANDIS,
President.
JOAN DeGRANDIS,
Secretary.

35368-o

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE MALARTIC
(Comté d'Abitibi-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-C. Savard, secrétaire-trésorier, C. P. 678, Malartic, comté d'Abitibi-Est, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 31 août 1953, pour l'achat de \$95,000 d'obligations de la ville de Malartic, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er août 1953 et remboursables par séries du 1er août 1954 au 1er août 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$95,000 — 15 ans.

Année	Capital
1er août 1954.	\$4,500.00
1er août 1955.	4,500.00
1er août 1956.	5,000.00
1er août 1957.	5,000.00
1er août 1958.	5,500.00
1er août 1959.	5,500.00
1er août 1960.	6,000.00
1er août 1961.	6,000.00
1er août 1962.	6,500.00
1er août 1963.	6,500.00
1er août 1964.	7,000.00
1er août 1965.	7,500.00
1er août 1966.	8,000.00
1er août 1967.	8,500.00
1er août 1968.	9,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Malartic, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec ainsi qu'à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 31 août 1953, à 7 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Malartic, comté d'Abitibi-Est.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF MALARTIC
(County of Abitibi-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-C. Savard, Secretary-Treasurer, P.O. Box 678, Malartic, County of Abitibi-East, until 7 o'clock P.M., Monday, August 31st, 1953, for the purchase of an issue of \$95,000 of bonds of the Town of Malartic, County of Abitibi-East, dated August 1st, 1953 and redeemable serially from August 1st, 1954 to August 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$95,000.00 — 15 years.

Year	Capital
August 1st, 1954.	\$4,500.00
August 1st, 1955.	4,500.00
August 1st, 1956.	5,000.00
August 1st, 1957.	5,000.00
August 1st, 1958.	5,500.00
August 1st, 1959.	5,500.00
August 1st, 1960.	6,000.00
August 1st, 1961.	6,000.00
August 1st, 1962.	6,500.00
August 1st, 1963.	6,500.00
August 1st, 1964.	7,000.00
August 1st, 1965.	7,500.00
August 1st, 1966.	8,000.00
August 1st, 1967.	8,500.00
August 1st, 1968.	9,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Malartic, Co. of Abitibi-East.

Capital and interest are payable at any branch of a chartered bank in the Province of Quebec and in the City of Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 31st, 1953, at 7 o'clock P.M., at the Town Hall of Malartic, Co. Abitibi-East.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Malartic, (Comté de Abitibi-Est), ce 7 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-C. SAVARD,

C.P. 678, Malartic,
(Comté d'Abitibi-Est), P. Q. 35354-0

Province de Québec
—
ESCOUMAINS
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léon Tremblay, secrétaire-trésorier, Escoumains, comté de Saguenay, P.Q. jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 31 août 1953, pour l'achat de \$17,000 d'obligations de la municipalité d'Escoumains, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$17,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1954.....	\$ 500.00
1er juin 1955.....	500.00
1er juin 1956.....	500.00
1er juin 1957.....	500.00
1er juin 1958.....	500.00
1er juin 1959.....	500.00
1er juin 1960.....	500.00
1er juin 1961.....	500.00
1er juin 1962.....	1,000.00
1er juin 1963.....	1,000.00
1er juin 1964.....	1,000.00
1er juin 1965.....	1,000.00
1er juin 1966.....	1,000.00
1er juin 1967.....	1,000.00
1er juin 1968.....	1,000.00
1er juin 1969.....	1,000.00
1er juin 1970.....	1,000.00
1er juin 1971.....	1,000.00
1er juin 1972.....	1,500.00
1er juin 1973.....	1,500.00

L'adjudicataire, s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Escoumains, Cté Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à La Malbaie ou à Escoumains, Cté Saguenay.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi,

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Malartic, (County of Abitibi-East), this 7th of August 1953.

L.-C. SAVARD,
Secretary-Treasurer,

P.O. Box 678, Malartic,
(Co. Abitibi-East), P. Q. 35354-0

Province of Quebec
—
ESCOUMAINS
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léon Tremblay, secretary-treasurer, Escoumains, County of Saguenay, P.Q., until 7 o'clock p.m., Monday, August 31, 1953, for the purchase of an issue of \$17,000 of bonds of the Municipality of Escoumains, County of Saguenay, dated June 1st, 1953, and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$17,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1954.....	\$ 500.00
June 1st, 1955.....	500.00
June 1st 1956.....	500.00
June 1st, 1957.....	500.00
June 1st, 1958.....	500.00
June 1st, 1959.....	500.00
June 1st, 1960.....	500.00
June 1st, 1961.....	500.00
June 1st, 1962.....	1,000.00
June 1st, 1963.....	1,000.00
June 1st, 1964.....	1,000.00
June 1st, 1965.....	1,000.00
June 1st, 1966.....	1,000.00
June 1st, 1967.....	1,000.00
June 1st, 1968.....	1,000.00
June 1st, 1969.....	1,000.00
June 1st, 1970.....	1,000.00
June 1st, 1971.....	1,000.00
June 1st, 1972.....	1,500.00
June 1st, 1973.....	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Escoumains, County of Saguenay.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, La Malbaie or at Escoumains, County Saguenay.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday,

le 31 août 1953, à 7 heures p.m., dans la salle paroissiale d'Escoumains, Cté Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Escoumains, (Comté de Saguenay), ce 11 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉON TREMBLAY.

Escoumains, (Cté Saguenay),

P.Q.

35371-0

August 31, 1953, at 7 o'clock p.m., at parochial hall of Escoumains, County of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Escoumains (County of Saguenay) August 11, 1953.

LEON TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Escoumains, (County Saguenay),

P.Q.

35371

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal Cour supérieure, N° 44/1953. "En faillite" Dans l'affaire de la faillite de: Joseph Contala, constructeur, Montréal, débiteur et Claude Perras, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir: Désignation: Un immeuble situé dans le quartier St-Jean à Montréal, dit district, la construction y érigée sur deux lots de terre désignés sous les numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize de la subdivision originaire du lot six cent trente-huit (638-95 et 96), aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent et portant le numéro civique 6935 de ladite rue de l'Épée.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (En faillite) rendu le 28 juillet 1953, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, au bureau du shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, JEU-DI, le DIX SEPTEMBRE 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 3e jour d'août 1953.

Le Syndic,

Bureau de: CLAUDE PERRAS.

Perras & Perras, Syndics,

4, Notre-Dame est, Montréal, P. Q.

35315-32-2-o

Province of Quebec, District of Montreal Superior Court, N°. 44/1953. "In Bankruptcy" In the matter of bankruptcy of: Joseph Contala, Builder, Montreal, Debtor and Claude Perras, Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit: Designation: An immoveable situate in the St. John Ward at Montreal, said district, the building thereon erected on two lots of land designated under numbers ninety-five and ninety six of the original subdivision of lot six hundred and thirty-eight (638-95 and 96), on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent and bearing civic number 6935 of the said street de l'Épée.

Shall be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (In Bankruptcy) rendered July 28, 1953, at public auction according to Law, so that the said sale will have the effect of a Sheriff's sale, according to the terms of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, of the District of Montreal, Court House, Montreal, THURSDAY, the TENTH day of SEPTEMBER, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2½% in conformity with the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this third day of August, 1953.

CLAUDE PERRAS,

Office of: Trustee.

Perras & Perras, Trustees,

4, Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q.

35315-32-2

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 321629.

AVIS DE LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, prononcé le 22 juin 1953, dans une cause mue entre Francis Dandavino, garagiste, mécanicien, domicilié et demeurant à Montréal, demandeur; et Marie-Louise Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Camille Tucci, presseur, avec lequel elle demeure à 2410 rue Chambly, Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité

Sales by Licitiation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 321629.

NOTICE OF LICITATION

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, rendered on June the 22nd 1953 in a case wherein Francis Dandavino, garage keeper, mechanic, domiciled and residing in Montreal, is plaintiff, and Marie-Louise Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Camille Tucci, presser, with whom she is residing at 2410 Chambly Street, Montreal, and the latter to authorize his wife inasmuch as it is

de la procédure; Ida Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Léo Bresnahan, mécanicien, avec lequel elle demeure à 1036 rue Argyle, en la cité de Verdun, district de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure et Louis Dandavino, mécanicien, demeurant à 7335 rue Châteaubriand, en la cité de Montréal, défenseurs; et Michel Dandavino, électricien, demeurant à 6813 rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal; Salvatore Dandavino, vendeur, demeurant à 10420 rue Waverley, en la cité de Montréal; Adéline Dandavino, épouse commune en biens de Raphaelle Ferri, journalier, avec lequel elle demeure à 7343 rue Berri, en la cité de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins de la validité de la procédure; Anina Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Guilbault, plombier, avec lequel elle demeure à 3476 rue Désiré, en la cité de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure; Marguerite Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Tremblay électricien avec lequel elle demeure à 3478 rue Désiré, en la cité de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure, mis en cause, le partage définitif et la licitation des immeubles ci-après désignés, ont été ordonnés, suivant la loi, savoir:

Immeuble numéro 1: "Un emplacement sis rue Saint-André, à Montréal, désigné sous le numéro soixante-et-huit de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-68) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, avec les constructions y érigées et portant les numéros civiques 4516 et 4518 de cette rue, et droit de passage dans les ruelles sises à côté et en arrière de cet emplacement, en commun, avec tous autres y ayant droit."

Immeuble numéro 2: "Un emplacement sis à l'angle Nord-est des rues de Castelneau et de Châteaubriand, à Montréal, désigné sous le numéro quatre-vingt-deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-82) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant 25 pieds de largeur par 87 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec droit de passage dans les ruelles desservant cet emplacement, en commun, avec tous autres y ayant droit, avec les constructions y érigées et portant les numéros civiques 7331, 7333, 7335, 7337 et 7339 de ladite rue de Châteaubriand."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le MÉRCREDI, NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1953, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenante, dans la salle d'audience de l'ancien palais de justice de Montréal, chambre 31, ou à toute chambre indiquée par cette Cour suivant les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposées au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, district de Montréal, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme suit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudi-

necessary for the validity of the proceedings: Ida Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Léo Bresnahan, mechanic, with whom she is residing at 1036 Argyle, in the city of Verdun, district of Montreal and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings and Louis Dandavino, mechanic, residing at 7335 Châteaubriand Street, in the city of Montreal, defendants; and Michel Dandavino, electrician, residing at 6813 St. Laurent Street, in the city of Montreal; Salvatore Dandavino, salesman, residing at 10420 Waverley Street, in the city of Montreal; Adeline Dandavino, wife common as to property of Raphaelle Ferri, labourer, with whom she is residing at 7343 Berri Street, in the city of Montreal and the latter to authorize his wife for the validity of the proceedings; Anina Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Marcel Guilbault, plumber, with whom she is residing at 3476 Desiré Street, in the city of Montreal and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings; Marguerite Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Jacques Tremblay, electrician, with whom she is residing at 3478 Desiré Street, in the city of Montreal, and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings, are mis en cause, the final partition and the licitation of the immoveable properties hereinafter described, have been ordered as follows, according to the law:

Immoveable number 1: "An emplacement situate on St. André Street, in the city of Montreal, designated as number sixty-eight of the subdivision of the lot number three hundred and twenty-five (325-68) on the Official Plan and Book of Reference of the village of Côte St. Louis, with the building thereon erected and bearing civic numbers 4516 and 4518 of said street and right of way in the lanes situate on the side and in rear of the said emplacement, in common, with all others having same right."

Immovable number 2: "An emplacement situate on the North-East corner of de Castelneau and de Châteaubriand Streets, in the city of Montreal, designated as number eighty-two of the said subdivision of the lot number hundred and eighty-nine (489-82) on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring 25 feet in width by 87 feet in depth, English measure, and more or less, with right of way in the lanes connecting with the said emplacement, in common, with all others having same right; with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7331, 7333, 7335, 7337 and 7339 of said de Châteaubriand Street."

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the WEDNESDAY, the NINTH of SEPTEMBER 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Montreal, room 31, or any other room indicated by the said Court as circumstances permit, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the

cation; à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elle seront forcloses du droit de le faire;

Tout enchérisseur devra accompagner son offre ou enchère:

a) quant à l'immeuble numéro 1, ci-haut désigné, l'emplacement rue Saint-André, d'une somme de mille cinq cents dollars (\$1,500.00);

b) quant à l'immeuble numéro 2, ci-haut désigné, l'emplacement angle nord-est des rues De Castelnau et de Châteaubriand, d'une somme de trois mille cinq cents dollars (\$3,500.00).

Montréal, le 30 juillet 1953.

Le Procureur du demandeur,
Me HECTOR LALONDE, c.r.

266 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal. Harbour 8838.

35312-32-2-0

adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

The offer or bid of every bidder must be accompanied:

a) for the immovable number 1, hereabove designated as the emplacement on St. André Street, by an amount of one thousand and five hundred dollars (\$1,500.00);

b) for the immovable number 2, hereabove designated as the emplacement on the North-East corner of de Castelnau and de Châteaubriand Streets, by an amount of three thousand and five hundred dollars (\$3,500.00).

Montreal, the 30th day of July, 1953.

Mr. HECTOR LALONDE, Q.C.
Attorney for plaintiff.

266 St. James Street West,
Montreal, Harbour 8838

35312-32-2-0

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 330,987.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 330987.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Antonio Garneau siégeant en Cour Supérieure, à Montréal le 21 juillet 1953, dans une cause où Paul A. Pinard, rentier de la cité d'Outremont, district de Montréal, est demandeur, et Dame Angéline Labelle, de la cité d'Outremont, district de Montréal, veuve non-remariée de Joseph A. Lanctot, en son vivant des cité et district de Montréal, et al, sont défendeurs, et Téléphore Brassard, notaire, des cité et district de Montréal, en sa qualité de Régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal est mis-en-cause, la licitation a été ordonnée de l'immeuble suivant, savoir:

"Deux emplacements situés dans le quartier Saint-Louis, de la Cité de Montréal, portant les numéros huit et neuf de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent sept (907-8 et 9), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur en front; et le dit lot numéro neuf, vingt-sept pieds et deux pouces en arrière; et le dit lot numéro huit, vingt-cinq pieds par une profondeur commune de cent pieds; formant une superficie totale de cinq mille cent huit pieds, bornés en front, au sud-est, par l'Avenue Laval; en arrière, par une ruelle de quinze pieds de largeur; du côté nord-ouest, par le lot numéro sept de la dite subdivision; et du côté sud-est, par la rue Prince-Arthur; avec deux maisons en pierre et en brique portant les numéros 3600 à 3610 inclusivement de l'Avenue Laval, et les numéros 217 et 219 de la dite rue Prince-Arthur Est; et en outre, avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle connue sous le numéro DIX de la dite subdivision, à la charge d'entretenir la partie en arrière du dit terrain nette et propre en toutes saisons.

Avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, y attachées."

L'immeuble susdésigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 17e jour de SEPTEMBRE 1953, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi (heure avancée), à la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, où les intéressés pourront être référés, le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à la dite

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Antonio Garneau, sitting in the Superior Court, at Montreal, on the 21st. of July, 1953, in a case where Paul A. Pinard, retired of the city of Outremont, district of Montreal, is plaintiff, and Dame Angelina Labelle, of the city of Outremont, district of Montreal, unmarried widow of Joseph A. Lanctot, in his lifetime of the city and district of Montreal, et al, are defendants; and Téléphore Brassard, notary, of the city and district of Montreal, in his quality of Registrar in the Registry Office of Montreal, is mis-en-cause, a licitation has been ordered of the following immoveable, to wit:

"Two emplacements situate in St. Louis Ward, of the city of Montreal, bearing numbers eight and nine of the official subdivision of lot number nine hundred and seven (907-8 and 9) of the official plan and book of reference of said St. Louis Ward, containing each twenty-five feet in width in front; and said lot number nine, twenty-seven feet and two inches in rear; and said lot number eight, twenty-five feet by a depth of one hundred feet; forming a total superficies of five thousand one hundred and eight feet, bounded in front to the South-East by Laval Avenue; in rear, by a lane measuring fifteen feet in width; on the North-East side by lot number seven of said subdivision; and on the South-East side by Prince-Arthur Street; with two houses in stone and in brick, bearing civic numbers 3600 to 3610 inclusive, of Laval Avenue, and numbers 217 and 219 of said Prince-Arthur Street East; together with a right of passage in common with others in the lane bearing number TEN of said subdivision, with the obligation to keep in good order the rear part of said lot in all seasons.

With all members and appurtenances, active and passive servitudes attached thereto."

The above described immoveable will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the 17th. day of SEPTEMBER 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time) in room No. 31 of the Court House, in Montreal, or in such other room that the interested parties may be referred to, the whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges which shall be deposited at the Protonotary's Office of the said Court; and all oppositions to

licitation devra être déposée au même greffe du Protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les intéressés de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de trois mille cinq cent dollars (\$3,500.00) devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, ce 15 août 1953.

Les Avocats du demandeur,
35366-33-2-o DUSSAULT, DUSSAULT &
VADBONCOEUR.

annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation shall be deposited at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication, and all opposition to payment shall be deposited within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated they will be foreclosed from so doing.

A deposit of Three Thousand Five Hundred Dollars (\$3,500.00) in the hands of the officer in charge of the sale must be made by each bidder.

Montreal, 15 August, 1953.

DUSSAULT DUSSAULT & VADBONCOEUR,
35366-33-2-o Attorneys for Plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec, District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { LÉONIDAS DION & FILS
N° 8202 { LTÉE, corporation lé-
gale-ment constituée ayant
son siège social en la Cité de Thetford Mines, demanderesse, vs ÉDOUARD O. ANGERS, journalier du village de Coleraine, défendeur, J. W. Turcotte & Aurèle Binette, régistrateur, sous le nom de Turcotte & Binette. Mis-en-Cause.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit, savoir:

"Un emplacement de cinquante pieds de largeur en front par cent vingt pieds de profondeur, connu et désigné comme étant la partie sud du lot numéro deux cent deux (Pties sud N° 202) du village de Coleraine, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Coleraine, et borné comme suit: en front, à l'ouest, par la première Avenue; au nord par le lot numéro deux cent deux; et au sud par le lot deux cent trois; avec bâtisse dessus construit; le terrain ci-dessus appartient à Édouard O. Angers susdit, bien que encore enregistré au nom de Louis Fréchette."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Coleraine, au village de Coleraine, le TROIS SEPTEMBRE 1953, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Arthabaska, 24 juillet 1953. FÉLIX HOULE.
35288-31-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Dans la Cour Supérieure,

District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { ERNEST VAILLAN-
à savoir: { COURT, marchand
N°23,003. { de St-Prosper, Dorches-
ter contre ADRIEN

HÉBERT de St-Louis, Dorchester, à savoir: le lot N° 57, rang de l'Eglise St-Louis de Ravignan,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec, District d'Arthabaska

Superior Court, { LÉONIDAS DION & FILS
No. 8202 { a corporation legally in-
corporated, having its head
office in the city of Thetford Mines, plaintiff, vs ÉDOUARD O. ANGERS, labourer of the village of Coleraine, defendant, and J. W. Turcotte & Aurèle Binette, registrar, under the name of Turcotte & Binette, Mis-en-cause.

As belonging to and being in the possession of the Defendant, the immoveable hereinafter mentioned and described, to wit:

"An emplacement, of fifty feet in width in front, by one hundred and twenty feet in depth, known and designated as being the southern part of lot number two hundred and two (Part south No. 202) of the village of Coleraine, on the official plan and book of reference of the township of Coleraine, and bounded as follows: In front, to the west, by the first Avenue; to the north by lot number two hundred and two; and to the south by lot two hundred and three with buildings erected thereon; the above-mentioned land is owned by Édouard O. Angers, the aforesaid, though still registered in the name of Louis Fréchette."

To be sold at the parochial church door of St. Joseph de Coleraine, in the village of Coleraine, the THIRD day of SEPTEMBER 1953, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight saving time).

Sheriff's Office, FÉLIX HOULE,
Arthabaska, July 24, 1953. Sheriff.
35288-31-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

In the Superior Court

District of Beauce

St. Joseph of Beauce, { ERNEST VAILLAN-
To wit: { COURT, merchant of
No. 23,003. { St. Prosper, Dorchester,
against ADRIEN HÉ-

BERT of St. Louis, Dorchester, to wit: lot No. 57, range of the Church St. Louis de Ravignan,

canton Langevin avec les impenses et améliorations circonstances et dépendances, et les bâtisses qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Ravignan le VINGT et UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Joseph de Beauce, 12 août 1953. J. S. POULIOT.
[Première Insertion: 15 août 1953]
[Seconde Insertion: 29 août 1953]
35375-33-2-0

township Langevin, with the upkeep and improvements, circumstances and dependencies, and the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door in the parish of St. Louis de Ravignan the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St-Joseph of Beauce, August 12, 1953. Sheriff.
[First insertion: August 15, 1953]
[Second insertion: August 29, 1953]
35375-33-2

BEAUHARNOIS

Province of Québec
District of Beauharnois

Cour de Magistrat, { L A MAISON BLAIN LI-
N° 4706. { MITÉE, corporation lé-
galement constituée, ayant
sa principale place d'affaires dans la municipa-
lité de St-Rémi de Napierville, district d'Iber-
ville, demanderesse vs STANLEY McRAE, de
la municipalité de Ste-Clotilde, district de Beau-
harnois, défendeur.

BEAUHARNOIS

Province of Quebec
District of Beauharnois

Magistrate's Court, { L A MAISON BLAIN
No. 4706. { LIMITÉE, corporation
duly incorporated, having
its head office in the municipality of St. Rémi
of Napierville, district of Iberville, plaintiff, vs
STANLEY McRAE, of the municipality of
Ste-Clotilde, district of Beauharnois, defendant.

AVIS

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas;

Une terre sise et située dans la paroisse de Ste-Clotilde, comté de Châteauguay, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jean-Chrysostome, sous les numéros Cent cinquante sept (157) cent cinquante huit (158) cent cinquante neuf (159) contenant en superficie respectivement cent arpents, vingt cinq arpents et vingt cinq arpents et soixante-deux perches et demie, avec les bâtisses dessus érigées, pour être vendu en bloc, avec toutes les servitudes apparentes ou occultes, actives ou passives y attachées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Ste-Clotilde, Cté de Châteauguay, district de Beauharnois, VENDREDI le DIX-HUIT SEPTEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Valleyfield, 7 août, 1953. HORACE VIAU.
35360-33-2-0

BEDFORD

Canada, Province de Québec district de Montréal
Cour Supérieure, { METROPOLITAN LOAN
N° 332099. { CORPORATION, un
corps politique et incorporé,
dûment constituée en corporation suivant la
Loi, ayant son siège social et principale place
d'affaires en les cité et district de Montréal,
demanderesse, vs PAUL H. CHARPENTIER,
des cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Ce certain lot de terrain connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-deux (N° 882) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Sutton, contenant cinquante-cinq (55) acres de terrain en superficie, plus ou moins; avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-André de Sutton, comté de Brome

NOTICE

Public notice is hereby given that the under-mentioned lands and tenements have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

A farm situate in the parish of Ste. Clotilde, county of Châteauguay, known and designated on the official plan and in the parish of St. Jean Chrysostome, under numbers one hundred and fifty-seven (157) one hundred and fifty-eight (158) one hundred and fifty-nine (159) containing in superficial area respectively one hundred arpents, twenty-five arpents and twenty-five arpents and sixty-two rods and one half, with the buildings, thereon erected, to be sold in block, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Clotilde, Co. of Châteauguay, district of Beauharnois, FRIDAY, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, HORACE VIAU,
Valleyfield, August 7, 1953. Sheriff.
35360-33-2

BEDFORD

Canada, Province of Quebec, district of Montreal
Superior Court, { METROPOLITAN LOAN
No. 332099. { CORPORATION, a
body politic and corporate, du-
ly incorporated according to law, having its
head office and principal place of business in
the City and district of Montreal, plaintiff, vs
PAUL-H. CHARPENTIER, of the City and
district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

That certain lot of land known and designated as lot Number eight hundred and eighty-two (No. 882) of the Official plan and book of reference of the Cadastre of the Canton of Sutton, containing fifty-five (55) acres of land in superficies, more or less; with the buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of St-André of Sutton, County of Brome, WED-

MERCREDI le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1953, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., 7 août 1953. 35361-33-2

NESDAY, the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1953, at TEN of the clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., August 7, 1953. 35361-33-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { DAVID DUGUAY de Ste-
PERCE, P.Q. { Adelaide de Pabos, com-
N° 3503. { té de Gaspé; demandeur vs
FRANK LANGELIER de

St-François de Pabos, comté de Gaspé, défendeur.
Un certain lopin de terre connu et désigné comme étant le lot 23-B (vingt-trois) rang 2 (deux) de la Seigneurie de Pabos et mesurant $\frac{3}{4}$ d'arpent (trois-quarts) et onze pieds de largeur par 14 arpents (quatorze) de profondeur et borné comme suit: au Sud par le trait carré du premier rang, au Nord par le lot 22, à l'Ouest par Ambroise Loïselle, et à l'Est par Daniel Langelier, avec dessus maison construite, circonstances et dépendances.

Un certain lopin de terre connu et désigné comme étant le lot 22-G (vingt-deux) rang 3 (trois) de la Seigneurie de Pabos, mesurant 1 arpents de largeur (un) par onze arpents (11) arpents de profondeur et borné comme suit: à l'Est par Joseph Giroux, à l'Ouest par John Thomas Dupuis, au Sud par la Rivière Petit Pabos, au Nord par le trait carré du 3^{ème} rang.

La demi-est du lot 21 (vingt-un) premier rang de Petit Pabos, borné comme suit: à l'Est par George Henri LeBlanc à l'Ouest par Thomas Garrett, au Sud par la Rivière Petit Pabos et au Nord par le trait Carré du 3^{ème} rang.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-François de Pabos le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le Shérif,
M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., le 4 août 1953. 35362-33-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, { JEAN-PAUL BONIN, mar-
N° 10887. { chand, du village de St-
Félix de Valois, district de

Joliette, et y faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de W. BONIN, ENRG., demandeur vs YOLAND BEAUSOLEIL, du village de St-Gabriel de Brandon, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, l'immeuble ci-après mentionné et décrit, savoir:

Un emplacement situé au village de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, ayant front sur le côté nord-est de la rue Bellevue, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent trente — seize (Ptie 230-16) du cadastre du village de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, mesurant cinquante pieds en largeur sur cent pieds de profondeur, borné en front par ladite rue, en profondeur, par le terrain d'Alphonse Beauvilliers, au côté sud-est par Mlle Y. Chapron, et au nord-ouest par le terrain d'Alphonse Beauvilliers, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, au village

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { DAVID DUGUAY, of Ste-
PERCE, P.Q. { Adelaide de Pabos, coun-
No. 3503 { ty of Gaspé; plaintiff vs
FRANK LANGELIER of

St. François of Pabos, county of Gaspé, defendant.
A certain portion of land known and designated as being lot 23-B (twenty-three) range 2 (two) of the Seigniorie of Pabos and measuring $\frac{3}{4}$ arpent (three-quarters) and eleven feet in width by 14 arpents (fourteen) in depth and bounded as follows: on the south by the "trait carré" of the first range, on the North by lot 22, on the west by Ambroise Loïselle, and on the East by Daniel Langelier, with house erected thereon, circumstances and dependencies.

A certain portion of land known and designated as being lot 22-G (twenty-two) range 3 (three) of the Seigniorie of Pabos, measuring 1 arpent in width (one) by eleven arpents (11) arpents in depth and bounded as follows: on the east by Joseph Giroux, on the west, by John Thomas Dupuis, on the South, by the Petit Pabos River, on the north by the trait carré of the 3rd range.

The half-east of lot 21 (twenty-one) first range of Petit Pabos, bounded as follows: on the east by George Henri Leblanc on the west by Thomas Garrett, on the south by Petit Pabos River, and on the north, by the "trait carré" of the 3rd range.

To be sold at the parochial church door of St. François of Pabos the SIXTEENTH day of SEPTEMBER 1953 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, M. J. FURLONG,
Sheriff.
Percé, P.Q., August 4, 1953. 35362-33-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, { JEAN-PAUL BONIN, mer-
No. 10887. { chant, of the village of
St. Félix de Valois, district

of Joliette, and carrying on business alone as such under the style of W. BONIN, ENR., plaintiff vs YOLAND BEAUSOLEIL, of the village of St. Gabriel de Brandon, defendant.

As belonging and being in possession of the defendant, the immoveable hereinafter mentioned and described, to wit:

An emplacement situate in the village of St. Gabriel de Brandon, county of Berthier, with frontage on the northeastern side of Bellevue Street, known and designated as being part of lot number two hundred and thirty — sixteen (Pt. 230-16) of the cadastre of the village of St. Gabriel de Brandon, county of Berthier, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, bounded in front by the said street, in depth, by the land of Alphonse Beauvilliers, on the south-eastern side by Miss Y. Chapron, and on the northwest by the land of Alphonse Beauvilliers, with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of St. Gabriel de Brandon, in the village of St-

de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois D'AOÛT 1953, à ONZE heures de matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Joliette, le 20 juillet 1953. ROLAND PERRAULT.
35247-30-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { J. B. LAVOIE, avocat de la
N° 18586 { J. B. LAVOIE, cité de Rivière-du-Loup,
demandeur, vs J. C. H.
BÉLANGER, de Cacouna, défendeur.

"Un emplacement mesurant cent pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, borné en front au nord-est à la route de la grève, au sud-est au terrain de dame J. Desrosiers, au sud-ouest à la terre de Georges Desjardins, et au nord-ouest au terrain de Louis Thibault; lequel emplacement est connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-quatre et partie du lot numéro quatre-vingt-cinq (84 et pt-85) des plan et livre de renvoi officiels du Village Saint-Georges de Cacouna, au cadastre de la division d'enregistrement du Comté de Témiscouata; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances quelconques."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Georges de Cacouna, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de AOÛT 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, 29 juillet 1953. P. E. MARTIN.
35249-30-2-o
[Première insertion, samedi le 25 juillet 1953]

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec, -
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { Dame RÉGINA BIDÉGA-
N° 18276. { RÉ, épouse séparée de
biens de Henri Bidegaré,
commerçant, domicilié et résidant à Rivière-
du-Loup, et HENRI BIDEGARÉ, mis en cause
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
mis en cause, demanderesse; vs THOMAS PELLE-
LETIER, de St-Honoré, défendeur.

La demie (1/2) du lot numéro P. quarante-deux A (P-42-A), rang C du Canton Armand, St-Honoré, et le numéro cinq (5), rang D, canton Armand, St-Honoré.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Honoré, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, 20 juillet 1953. P.-E. MARTIN.
35248-30-2-o
[Première insertion, samedi le 25 juillet 1953]

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
N° 18196. { AGRICOLE DE BEUR-
RERIE, de St-Clément, corps
politique et incorporé sous l'autorité du chapitre
120 des statuts refondus de la Province de Québec
1941 et ayant son siège social à St-Clément,
comté de Rivière-du-Loup, demanderesse; vs
J.-HERVÉ GAMACHE, du même endroit,
défendeur.

Gabriel de Brandon, district of Joliette, the TWENTY-FIFTH day of the month of AUGUST, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ROLAND PERRAULT,
Joliette, July 20, 1953. Sheriff.
35247-30-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska,

Superior Court, { J. B. LAVOIE, advocate of
No. 18586 { J. B. LAVOIE, the City of Rivière-du-
Loup, plaintiff, vs J. C. H.
BÉLANGER, of Cacouna, defendant.

"An emplacement measuring one hundred feet in front by ninety feet in depth, more or less, English measure, bounded in front on the northeast by the beach road, on the southeast to the land of Dame J. Desrosiers, on the southwest to the land of Georges Desjardins, and on the northwest, to the land of Louis Thibault; which emplacement is known and designated as being lot number eighty-four and part of lot eighty-five (84 and Pt. 85) on the official plan and in the book of reference of the village of Saint-Georges de Cacouna, on the cadastre of the registration division of the county of Temis, couata; with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies whatever."

To be sold at the church door of the parochial church of St. Georges de Cacouna, MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, July 20, 1953. Sheriff.
35249-30-2

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { Dame RÉGINA BIDÉGA-
No. 18276. { RÉ, wife separate as to
property of Henri Bidegaré,
merchant, domiciled and residing at Rivière-
du-Loup, and HENRI BIDEGARÉ, mis en cause,
to authorize his wife for the purposes set forth,
mis en cause, plaintiff; vs THOMAS PELLE-
TIER, of St-Honoré, defendant.

Half (1/2) of lot number P. forty-two A (P-42-A) range C, of the township of Armand, St-Honoré, and number five (5), range D, township of Armand, St-Honoré.

To be sold at the parochial church door of St-Honoré, MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, July 20, 1953. Sheriff.
35248-30-2
[First insertion, Saturday, July 25th, 1953.]

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Kamouraska.

Superior Court, { SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
No. 18196. { AGRICOLE DE BEUR-
RERIE, of St-Clément, body
politic and corporate, under the authority of
Chapter 120, Revised Statutes of Quebec 1941,
with head office at St-Clément, county of Rivière-
du-Loup, plaintiff; vs J.-HERVÉ GAMACHE,
of the same place, defendant.

Une certaine étendue de terrain ou emplacement comprenant deux terrains contigus mesurant en front 120 pieds de longueur et 60 pieds de profondeur s'étendant en largeur à partir du terrain de la fabrique au nord-est jusqu'à un chemin de sortie se trouvant sur le terrain de Camille April au sud-ouest, borné au sud-est au Chemin Public, au nord-est au terrain de la Fabrique susdit, au sud-ouest et au nord-ouest partie au dit Camille April et à Laurent Ouellet, faisant partie du lot de terre numéro 24-B du rang VII du cadastre pour le canton Denonville, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Clément, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 20 juillet 1953. 35250-30-2-0
[Première insertion, samedi le 25 juillet 1953]

LABELLE

Fieri Facias
Canada Province de Québec
District de Labelle.

Cour de Magistrat, OSCAR LAMOUREUX,
N° 5143. { Boucher-Épicier, de
Kiamika, District de Labelle demandeur, vs DAN THIBEAULT, Pensionnaire du Gouvernement Provincial, de Kiamika, district de Labelle, défendeur.

A savoir: Le lot numéro huit (8) du Rang six (6) des plan et livre de renvoi officiels du canton Kiamika, à distraire la partie semblant appartenir à Monsieur Rabinovitch.

Pour être vendue à la porte de l'Église paroissiale de Kiamika, comté de Labelle, le 21 ième jour de SEPTEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ADRIEN LAROSE.
Mont-Laurier, le 10 août 1953. 35363-33-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: ZÉPHIRIN GOUIN, journalier, domicilié à Manville, États-Unis d'Amérique; contre BERNADETTE GOUIN, fille majeure usant de ses droits, Deschaillons, comté de Lotbinière, à savoir:

Un emplacement situé au sud-est du chemin municipal du premier rang de Deschaillons et faisant partie du lot N° 172 (partie de cent soixante-douze) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean Deschaillons, mesurant 40 pieds de front sur un demi arpent de profondeur, borné au nord au chemin, au nord-est à Josaphat Charland, au sud à Philippe Pérusse et au sud-ouest à Dame Wilfrid Deveau, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, le 28 juillet 1953. 35290-31-2-0
[Première insertion: 1er août 1953.]
[Deuxième insertion: 15 août 1953.]

A certain area of land or emplacement comprising two adjoining lots of land measuring in front 120 feet in length and 60 feet in depth extending in width from the factory land to the north-east as far as the road leading from the land of Camille April, southwesterly, bounded to the south-east by the public road, to the north-east by the land of the abovementioned factory, to the south-west and north-west, partly by the said Camille April and Laurent Ouellet, forming part of lot of land number 24-B, range VII of the cadastre of the township of Denonville, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Clément, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN, Sheriff.
Rivière-du-Loup, July 20, 1953. 35250-30-2
[First insertion, Saturday, July 25th, 1953.]

LABELLE

Fieri Facias
Canada Province of Québec
District of Labelle

Magistrate's Court, OSCAR LAMOUREUX,
No. 5143. { Butcher-Grocer, of
Kiamika, district of Labelle, plaintiff, vs DAN THIBEAULT, Pensioner of the Provincial Government, of Kiamika, district of Labelle, defendant.

To wit: Number eight (8) of Range six (6) on the official plan and in the book of reference for the Kiamika township, to subtract the part which appears to belong to Mr. Rabinovitch.

To be sold at the parochial church door of Kiamika, county of Labelle, this TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1953 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADRIEN LAROSE, Sheriff.
Mont-Laurier, 10th day of august, 1953. 35363-33-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: ZÉPHIRIN GOUIN, laborer, domiciled at Manville, United States of America; against BERNADETTE GOUIN, spinster, having use of her rights, Deschaillons, county of Lotbinière, to wit:

An emplacement situate southeast of the municipal road of the first range of Deschaillons and forming part of lot No. 172 (part of one hundred and seventy-two) of the official cadastre of the parish of St. Jean Deschaillons, measuring 40 feet in front by a half arpent in depth, bounded on the north by the road, on the northeast by Josaphat Charland, on the south by Philippe Pérusse and on the southwest, by Dame Wilfrid Deveau, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Jean Deschaillons, county of Lotbinière, the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, AIMÉ DION, Sheriff.
Quebec, July 28, 1953. 35290-31-2
[First insertion: August 1st, 1953.]
[Second insertion: August 15th, 1953.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { Dame LAURA FORTIN,
N° 12-182 { épouse contractuellement
commune en biens de Gé-
rard Palardy, cantonnier, demeurant et rési-
dant à Contrecoeur, district de Richelieu, et ledit
GÉRARD PALARDY, pour autoriser son é-
pouse en tant que besoin, aux fins des présentes,
demandeurs, vs ROBERT PAULY, autrefois
résidant au N° 3706 de la rue Laval, en les cité
et district de Montréal, puis de Contrecoeur,
district de Richelieu, et aujourd'hui de lieux
inconnus, défendeur.

Un terrain situé au village de Contrecoeur,
comté de Verchères, en bordure nord-ouest de
la rue des Manufactures, mesurant soixante
cinq pieds de largeur sur ladite rue, sur une
profondeur de quatre-vingt-quatorze pieds me-
sure anglaise, et plus ou moins, désigné comme
étant partie du lot numéro dix-huit de la sub-
division officielle du lot originaire numéro
cent quatre vingt cinq (p.185-18) aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Con-
trecoeur, borné vers le nord-est: par un résidu
du même lot appartenant à M. Roger Bisson-
nette, et aussi par un terrain de M. Joseph San-
couey; vers le sud-ouest: par un autre résidu
dudit lot appartenant à M. Denis Jussaume;
vers le nord-ouest: par le lot N° 185-19 dudit
cadastre. Avec la maison à deux étages en
bois lambrissée en briques, la boulangerie at-
tendant de même construction, l'entrepôt, le
garage, l'écurie et toutes autres constructions
érigées sur le dit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Contrecoeur, LUNDI, le TRENTE-ET-
UNIÈME (31e) jour du mois d'AOÛT 1953, à
DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Un dépôt préalable de \$500.00 sera exigé de
chaque enchérisseur, suivant jugement de cette
cour en date du 17 juillet 1953,

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sorel, le 21 juillet 1953. R. PAQUIN.
35253-30-2-0
[Première insertion: 25 juillet 1953]
[Seconde insertion: 15 août 1953]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province de Québec,
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { THE MANUFACTURERS
N° 2725. { LIFE INSURANCE
COMPANY, corps politique
et social, dûment incorporé, ayant son bureau-
chef et principale place d'affaires à Toronto,
Province d'Ontario, et sa principale place d'affai-
res pour la province de Québec, en les cité
et district de Montréal, demanderesse, vs FRE-
DERICK H. ROBIN, gérant de théâtre, de la
cité de Rouyn, District de Rouyan-Noranda, dé-
fendeur.

"Un certain lot de terre connu et désigné com-
me le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182)
du bloc numéro quarante-un (41) aux plan et
livre de renvoi officiels pour le canton de Rouyn,
avec les bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances".

Par jugement de l'Honorable Henri Drouin,
J.C.S., en date du 2 juillet 1953, il est ordonné
au shérif d'exiger de tout enchérisseur avant de
recevoir l'enchère, au temps de la vente, un dépôt
de pas moins de mille dollars (\$1,000.00) pour
lesdits immeubles.

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { Dame LAURA FORTIN,
No. 12-182 { wife, common as to pro-
perty by marriage contract
of Gérard Palardy, roadman, living and residing
at Contrecoeur, district of Richelieu, and the
said GÉRARD PALARDY, to authorize his wife
insofar as required for these present purposes,
plaintiffs, vs ROBERT PAULY, heretofore re-
siding at No. 3706 Laval Street, in the city and
district of Montreal, then of Contrecoeur, dis-
trict of Richelieu, and today of whereabouts un-
known defendant.

A lot of land situate in the village of Contre-
coeur, county of Verchères, on the northwest
border of Manufacturers' Street, measuring
sixty-five feet in width on the said street, by a
depth of ninety-four feet English measure, and
more or less, designated as being part of lot
number eighteen of the official subdivision of
the original lot number one hundred and eighty-
five (Pt. 185-18) on the official plan and in the
book of reference of the parish of Contrecoeur,
bounded on the northeast: by a residue of the
same lot belonging to Mr. Roger Bissonnette,
and also by a lot of land of Mr. Joseph San-
couey; on the southwest: by another residue
of the said lot belonging to Mr. Denis Jussaume;
on the northwest: by lot No. 185-19 of the said
cadastre, with a two-storey brick-walled wooden
house, with adjoining bakery of same construc-
tion, storehouse, garage, stable and all other
buildings erected on the said lot of land.

To be sold at the parochial church door of
Contrecoeur, MONDAY, the THIRTY-FIRST
(31st) day of the month of AUGUST, 1953, at
TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving
Time).

A previous deposit of \$500.00 shall be required
of each bidder, according to the judgment of
this court bearing date July 17, 1953.

Sheriff's Office, R. PAQUIN,
Sorel, July 21, 1953. Sheriff.
35253-30-2
[First insertion: July 25, 1953]
[Second insertion: August 15, 1953]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { THE MANUFACTURERS
No. 2725. { LIFE INSURANCE
COMPANY, body politic and
corporate, duly incorporated, having its head
office and principal place of business at Toronto,
in the Province of Ontario, and its principal place
of business for the province of Quebec, in the city
and district of Montreal, plaintiff, vs FREDE-
RICK H. ROBIN, theater Manager, of the city
of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

"A certain lot of land known and designated
as lot number one hundred and eighty-two (182)
of Block number forty-one (41) on the official
plan et book of reference for the township of
Rouyn, with the buildings thereon erected, cir-
cumstances, and appurtenances."

By Judgment of the Honourable Henri Drouin,
J.S.C., bearing date of July 2nd, 1953, it is or-
dered to the sheriff to require from each bidder
before receiving his bid, at the time of sale, a
deposit of not less than one thousand dollars
(\$1,000.00) for the said immoveables.

Pour être vendus à la porte de l'Église de Saint-Michel Archange de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1953, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU,
Rouyn, le 16 juillet 1953. 35234-30-2-o
[1ère insertion le 25 juillet 1953]

To be sold at the church door of Saint Michel Archange de Rouyn, district of Rouyn-Noranda, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST 1953, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, July 16th, 1953. 35234-30-2-o
[1st insertion July 25th, 1953.]

Fieri Fasias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { AURÉLIEN IPPERCIEL
N° 2752 { garagiste domicilié à
Arntfield, Qué., District de
Rouyn-Noranda, demandeur, vs ROLAND PARADIS, autrefois domicilié à Macamic, Qué., et maintenant résidant à Chute Savane, Lac St. Jean, P.Q., défendeur.

"La partie sud, du lot 4 (quatre) du Bloc V-2 (V-deux), du canton Beauchastel, ainsi que les bâtisses, appartenances et dépendances y dessus érigées",

Pour être vendu à la porte de l'Église de la Paroisse Ste-Famille de Arntfield, P.Q., le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU,
Rouyn, le 1er août 1953. 35364-33-2-o
[1ère insertion le 15 août 1953.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { AURÉLIEN IPPERCIEL
No. 2752 { garage man, domiciled
at Arntfield, Que., District of
Rouyn-Noranda, plaintiff, vs ROLAND PARADIS, formerly domiciled at Macamic, Qué., and now residing at Chute Savane, Lac St. Jean, P.Q., defendant.

"The southern part of lot number 4 (four) of Block V-2 (V-two), of Beauchastel Township, with the buildings, appurtenances and dependencies thereon erected",

To be sold at the church door of the Ste-Famille Parish of Arntfield, P.Q., on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, August 1st, 1953. 35364-33-2-o
[1st insertion August 5th, 1953.]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec

Cour de Magistrat, { STANLEY ROGER,
N° 5599. { agent d'assurances, de
la paroisse de Saint-André,
comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, vs ERNEST JACKSON, de la ville de Lachute, dit comté et district, défendeur, et G. F. CALDER, régistrateur du comté d'Argenteuil, de la ville de Lachute, dits comté et district, mis-en-cause.

"Ce certain morceau de terrain situé dans la ville de Lachute formant partie des lots mille cent quarante-quatre, mille cent quarante-trois et mille cent quarante-deux (1144, 1143 & 1142) tel que connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, lequel est maintenant connu comme étant une portion du lot mille neuf cent soixante dix-sept lequel a modifié les lots 1144, 1143 et 1142 par et en vertu d'une correction faite au dit plan officiel datée à Québec, le 12 mars 1953; avec la maison et bâtisses dessus érigées; mesurant 70 pieds de largeur, plus ou moins; le plus ou le moins, étant au bailleur, sera au bénéfice de l'acheteur, par la profondeur qui existe entre les deux rues; borné au nord par la rue Foundry; au sud par la rue Robert, à l'ouest par les parties restantes du lot 1142 possédées par Édouard Robidoux et W. J. Deacon, à l'est par la partie est du lot 1147 appartenant à George A. McGibbon.

La présente vente tient compte de celle consentie par Dame Margaret McGibbon, veuve de Thomas Fraser et al à Telesphore Robinson se rapportant à la portion sud-est des dits lots 1142, 1143 et 1144, datée et passée devant Mtre Gaétan Valois, notaire, le 2e jour d'août 1926 et enregistrée à Argenteuil, sous le numéro 40060, et de la vente consentie par ledit Telesphore Robinson

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, { STANLEY ROGER, in-
No. 5599. { surance agent of the
parish of Saint-André, county
of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff,
vs ERNEST JACKSON, of the town of Lachute,
said county and district, defendant, and G. F.
CALDER, registrar for the county of Argenteuil
in the town of Lachute, said county and district,
Mis-en-cause.

"That certain piece of land situated in the town of Lachute, forming part of the lots one thousand one hundred and forty-four, one thousand one hundred and forty-three, and one thousand one hundred and forty-two (1144, 1143 & 1142) as known on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Jérusalem d'Argenteuil, which is now known as a portion of the lot one thousand nine hundred and seventy-seven which has amended the lots 1144, 1143 and 1142 by and in virtue of a correction made of the said official plan dated at Quebec, the 12th of March 1953; with the house and the buildings thereof erected; measuring in width seventy feet more or less; the more or the less to be at the lessor at the profit of the purchaser, by depth to be found between the two streets; bounded North by Foundry Street; South by Robert Street, West by remaining parts of lot 1142, owned by Edouard Robidoux and W. J. Deacon, East by the Eastern part of the lot 1147 belonging to George A. McGibbon.

The present sale takes into account that sale which Dame Margaret McGibbon, widow Thomas Fraser et al. have granted Telesphore Robinson covering the south-east portion of the said lots 1142, 1143 and 1144 bearing date and passed before Me. Gaetan Valois, notary the 2nd of August 1926 and registered at Argenteuil under the number 40060, and the sale which the said

à Dame Thomas Fraser et al, datée et passée devant Mre Gaétan Valois, notaire, le 2e jour d'août 1926, enregistrée sous le numéro 40061.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes qui peuvent y être attachées et dont l'acheteur se déclare satisfait."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Anastasia de Lachute, le TRENTE ET UNIÈME jour d'AOÛT 1953, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE,
St-Jérôme, 15 juillet 1953. 35236-30-2

Telephore Robinson has granted to Mrs. Thomas Fraser, et al. bearing date and passed before Me Gaetan Valois, notary the 2nd of August 1926, registered under the number 40061.

As the whole now subsists with all the servitudes which may be attached thereto and wherewith the purchaser declares himself to be content".

To be sold at the Catholic Church door of Sainte-Anastasia de Lachute on the 31th day of AUGUST 1953 at THREE o'clock in the after noon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office
St-Jérôme, July 15 1953. 35236-30-2-o

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements suivants ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 913-E du 6 août 1953 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 886 du 30 juillet 1953 (Section "A").

"17° *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 760 du 30 juin 1953, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, à été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

18° *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour les salariés assujettis au décret numéro 760 du 30 juin 1953 et exerçant les métiers suivants: briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier-menuisier, peintre, ferblantier-couvreur, poseur de marbre, poseur de tuile, poseur de terrazzo, polisseur de terrazzo, jointoyeur, finisseur de ciment, foreur, poseur de lattes en bois, poseur de latte métallique, préposé aux pelles mécaniques, préposé aux tracteurs, préposé aux grues, mécanicien et forgeron en fer et bronze d'ornementation, soudeur en tuyauterie, mécanicien en isolement d'amiante, poseur d'acier d'armature, mécanicien en tuyauterie (plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigération et de brûleurs à l'huile non soumis à la Loi provinciale des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), et ce, dans tout le territoire compris dans les limites de la zone I, ainsi que dans la cité de Rivière-du-Loup et la ville de Montmagny, faisant partie de la juridiction territoriale déterminée dans le décret numéro 760 du 30 juin 1953.

19° *Bureau d'examineurs*: Le comité paritaire crée les bureaux d'examineurs nécessaires pour déterminer la qualification des salariés et autoriser l'émission des certificats de qualification.

Le comité peut exiger à titre d'honoraire, une somme n'excédant pas deux (\$2.00) dollars pour

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the following by-laws have been approved by Order in Council No. 913-E of August 6, 1953, and added to the constitution and general by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, approved by Order in Council No. 886 of July 30, 1953 (Part "A").

"17. *Keeping of a register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 760 of June 30, 1953, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, including all other information needed for the proper enforcement of the decree.

18. *Certificate of competency*: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory for all employees subject to the decree No. 760 of June 30, 1953 and plying the following trades: brick-laying, masonry, plastering, carpentry, painting, tinsmithing-roofing, marble laying, tile laying, terrazzo laying, terrazzo polishing, joint pointing, cement finishing, drilling, wood lathing, metal lathing, shovel operating, tractor operating, crane operating, ornamental iron and bronze erecting and blacksmithing, pipe welding, asbestos insulating, reinforcing steel erecting, pipe laying (plumbing, steam fitting, refrigerating and oil burner installation not subject to the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments). Such certificate shall be obligatory in the entire territory of zone I and in the city of Rivière-du-Loup and the town of Montmagny which are comprised in the territorial jurisdiction of the decree No. 760 of June 30, 1953.

19. *Board of Examiners*: The Parity Committee forms the Boards of Examiners required to determine the competency of workers and authorized the issue of certificates of competency.

The Committee may charge a fee not exceeding two dollars (\$2.00) for the examination of

l'examen d'un ouvrier qualifié et un (\$1.00) dollar pour l'examen d'un apprenti.

a skilled worker and one not exceeding one dollar (\$1.00) for the examination of an apprentice.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-o

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1953. 35370-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 828 du 16 juillet 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 913 du 6 août 1953 (section "B").

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under the decree No. 828 of July 16, 1953, have been approved by Order in Council No. 913 of August 6, 1953 (part "B").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-o

Department of Labour,
Quebec August 15, 1953. 35370-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, établi en exécution du décret numéro 827 du 16 juillet 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 913 du 6 août 1953 (section "G").

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, formed under decree No. 827 of July 16, 1953, have been approved by Order in Council No. 913 of August 6, 1953 (part "G").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 33370-o

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1953. 35370-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 827 du 16 juillet 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 913 du 6 août 1953, section "H" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry whose head office is in Montreal, established under decree number 827 of July 16, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 913 of August 6, 1953, part "H" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 25 juillet 1953 au 25 juillet 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from July 25th, 1953, to July 25th, 1954, and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations, qu'ils versent aux employés régis par ledit décret N° 827.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 827.

b) Tous les artisans assujettis au décret N° 827 doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

b) All the artisans subject to decree number 827, must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said decree.

c) Les salariés régis par le décret numéro 827 doivent verser au comité paritaire une somme

c) The employees governed by the said decree number 827 shall pay to the Parity Committee

équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période comprise entre le 25 juillet 1953 et le 25 juillet 1954.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DU MÉTAL EN FEUILLE
655, Immeuble New Birks
Montréal

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 827. Période du 25 juillet 1953 au 25 juillet 1954.

Recette:	
Cotisation des employeurs professionnels.....	\$8,500.00
Cotisations des salariés.....	8,500.00
	<hr/>
	\$17,000.00

Déboursés:	
Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$675.00 par mois).....	8,100.00
Salaires.....	2,200.00
Frais légaux.....	900.00
Impressions et papeterie.....	500.00
Frais de déplacement.....	600.00
Divers et dépenses imprévues.....	500.00
Jetons de présence et dépenses.....	2,900.00
Dépenses du bureau et divers.....	500.00
Surplus.....	800.00
	<hr/>
	\$17,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at each pay period from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of the period for which the said report is requireable.

3. Financial Report

According to the provisions of the collective Agreement Act the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the period from July 25th, 1953, to July 25th, 1954.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATION INDUSTRY
Room 655, New Birks Building,
Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree number 827 for the period from July 25th, 1953 to July 25th, 1954.

Receipts:	
Levies from professional employers.....	\$ 8,500.00
Levies from employees.....	8,500.00
	<hr/>
	\$17,000.00

Disbursements:	
Buildings Materials Joint Committee (Services at \$675.00 per month).....	8,100.00
Salaries.....	2,200.00
Printing and Stationary.....	500.00
Legal Expenses.....	900.00
Travelling Expenses.....	600.00
Attendance fees and expenses.....	2,900.00
Unforeen expenses and Sundries.....	500.00
Office expenses & Miscellaneous.....	500.00
Surplus.....	800.00
	<hr/>
	\$17,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1953.

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisée par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 913 du 6 août 1953, section "A" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 913 of August 6 1953, part "A" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er août 1953 au 31 juillet 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from August 1, 1953 to July 31st, 1954. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3519 doivent verser à la Commission conjointe une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

a) Professional employers governed by the decree shall pay to the Joint Commission a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of wages and other remuneration paid to their employees.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser à la Commission conjointe une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

b) Employees governed by the decree shall pay to the Joint Commission a sum equivalent to one-half of one percent (½ of 1%) of their wages and other remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of Collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission conjointe met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées à la Commission conjointe. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés à la Commission conjointe tous les mois.

In order to facilitate the collection of such assessments the Joint Commission shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Joint Commission. Professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Joint Commission every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent à la Commission conjointe.

Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of each employee, the sums payable to the Joint Commission.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé à la Commission conjointe. Cette commission a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Joint Commission. This commission has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations dues, doit être adressé à la Commission conjointe le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

The report together with all assessments due, shall be sent to the Joint Commission on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requireable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, la Commission conjointe doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

According to the Collective agreement Act, the Joint Commission shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1953 et le 31 juillet 1954.

Hereto-annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, for the period between August 1, 1953 and July 31st, 1954.

RECETTES ET DÉPENSES PROBABLES DE LA
COMMISSION CONJOINTE DE LA ROBE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

BUDGET OR ESTIMATE OF RECEIPTS AND
EXPENSES OF THE JOINT COMMISSION FOR THE
DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Pour la période comprise entre le 1er août 1953 et le 31 juillet 1954.

For the period comprised between August 1st 1953 to July 31st, 1954.

Revenu probable:

Basé sur 11,000 salariés, au salaire moyen de 30.00 par semaine, pour 38 semaines approximativement \$12,540,000.00 comme suit:

Cotisation des salariés, 1/2 de 1%.....	\$62,700.00
Cotisation des employeurs professionnels, 1/2 de 1%.....	62,700.00
Revenu provenant de placements.....	2,700.00
	<hr/>
	128,100.00

Dépenses probables:

Salaires:

Administration.....	20,350.00
Inspecteurs.....	42,000.00
Bureau.....	27,000.00
	<hr/>
	89,350.00

Déboursés en général:

Entretien de l'édifice, taxes, assurance	15,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste.....	5,000.00
Frais légaux et de vérification.....	5,000.00
Téléphone et électricité.....	1,500.00
Frais de déplacements des Inspecteurs.....	5,000.00
Assurance chômage.....	1,000.00
Dépenses des délégués.....	250.00
Dépenses générales.....	5,000.00
Dépréciation: ameublement et agencement.....	1,000.00
	<hr/>
	38,750.00
	<hr/>
	128,100.00

Estimated income:

Based on 11,000 employees, each earning an average of \$30.00 per week for 38 weeks, approximately \$12,540,000 as follows:

Employees Assessment 1/2 of 1%.....	62,700.00
Professional Employers Assessment 1/2 of 1%.....	62,700.00
Income from Investments.....	2,700.00
	<hr/>
	128,100.00

Estimated expenses:

Salaries:

Administration.....	20,350.00
Inspections.....	42,000.00
Office.....	27,000.00
	<hr/>
	89,350.00

Overhead:

Building Maintenance, Taxes, Insurance.....	15,000.00
Stationery, Printing & Postage.....	5,000.00
Legal & Auditing.....	5,000.00
Telephone & lighting.....	1,500.00
Inspectors Travel Expenses.....	5,000.00
Representatives Expenses.....	250.00
Unemployment Insurance.....	1,000.00
General Expenses.....	5,000.00
Depreciation, Furniture & Fixture.....	1,000.00
	<hr/>
	38,750.00
	<hr/>
	128,100.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1953. 35370-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 828 du 16 juillet 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 913 du 6 août 1953, section "C", et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts redondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 25 juillet 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 828 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 828 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, (\$56.35 par semaine) soit \$0.28 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 828 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under decree number 828 of July 16, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 913 of August 6, 1953 part "C" in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 as amended), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to July 25, 1954; such levy to be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 828, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 828, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, (\$56.35 per week) \$0.28 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 828, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur les quelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 25 juillet 1953 et le 25 juillet 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DES CANTONS DE L'EST
Terrasse Pacifique, Sherbrooke, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 25 juillet 1953 et le 25 juillet 1954.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$3,300.00
Artisans	250.00
Salariés	3,300.00
Honoraires d'examen	100.00
Recettes diverses	50.00
	\$7,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Administration, bureau et inspection	\$4,600.00
Frais de déplacement	
Inspection	560.00
Administration	200.00
Loyer du bureau	400.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone télégrammes	300.00
Ameublement et accessoires de bureau	175.00

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be given five days' notice to fulfil his obligation towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships for the period comprised between July 25, 1953 and July 25, 1954.

THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE OF THE EASTERN TOWNSHIPS
Terrasse Pacific, Sherbrooke, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 25, 1953 and July 25, 1954.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$3,300.00
Artisans	250.00
Employees	3,300.00
Examination fees	100.00
Miscellaneous	50.00
	\$7,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Administration, inspection and office employees	4,600.00
Travelling expenses:	
Inspection	560.00
Administration	200.00
Office rent	400.00
Legal fees	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	300.00
Office equipment	175.00

Vérification des livres	90.00	Audition	90.00
Assurance et frais de cautionnement.	25.00	Insurance and fidelity bond	35.00
Frais de déplacement du président et des membres	100.00	Travelling expenses of president and members	100.00
Jetons de présence	200.00	Business and other taxes	30.00
Taxes d'affaires et autres	30.00	Meeting expenses	200.00
Bureau d'examineurs	100.00	Board of Examiners	100.00
Dépenses diverses et imprévus	120.00	Various and unforeseen expenses	120.00
	\$7,000.00		\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1953. 35370-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3265 du 6 septembre 1940, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° En remplaçant, à l'article III, les deux premiers alinéas du paragraphe "b" par les suivants:

"b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret, sera de 45 heures réparties comme suit:

i. de 9.00 a.m., à 5.30 p.m., les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

ii. de 9.00 a.m., à 9.30 p.m., le vendredi et la veille des jours chômés, à l'exception des mois de juillet et août durant lesquels le travail devra cesser à 5.30 p.m.

iii. de 9.00 a.m., à 6.00 p.m. le samedi.

2° En remplaçant au paragraphe "d" de l'article III, la première phrase de l'alinéa comme suit:

"En aucun temps l'employeur ne pourra faire travailler ses salariés à la vente en dehors de l'horaire mentionné au paragraphe "b" ci-haut, si ce n'est pendant la période des fêtes, soit 4 jours ouvrables avant le 24 décembre en plus du vendredi soir et ce jusqu'à 9.30 du soir."

3° En remplaçant aux paragraphes "f" "g" et "l" de l'article III les mots "cinquante (50) heures" par les mots "quarante-huit (48) heures."

4° En remplaçant, au paragraphe "k" de l'article III les mots "quatre-vingt-quatre (84) heures" par les mots "soixante et douze (72) heures".

5° En ajoutant, à l'article III, le paragraphe "o" comme suit:

"o) Absence motivée: Tout employé régulier qui aura été à l'emploi continu d'un employeur pendant au moins un an, aura droit à un congé sans retenue de salaire dans les cas suivants:

i. de 3 jours à l'occasion du décès de son père, de sa mère, de son conjoint ou de ses enfants;

ii. de une journée à l'occasion de la naissance d'un enfant;

iii. une journée à l'occasion du mariage d'un enfant.

L'employeur accordera en outre, si les besoins de l'organisation le permettent, les congés nécessaires sans rémunération, au délégué désigné par

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the region of Québec rendered obligatory by the decree number 3265 of September 6, 1940 have submitted to him a petition to amend the said decree in the following manner:

1. The first two paragraphs of subsection "b" of section III will be replaced by the following:

"b) The standard work week in establishments governed by the present decree shall consist of forty-five (45) hours distributed as follows:

i. from 9.00 a.m. to 5.30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

ii. from 9.00 a.m. to 9.30 p.m. on Friday and holiday eves, except for the months of July and August where work shall cease at 5.30 p.m.

iii. from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Saturday.

2. The first sentence of subsection "d" of section III will be replaced by the following:

"The employer shall never cause sales work to be done by his employees beyond the hours mentioned in subsection "b" of this section except for the holidays period, i.e. 4 working days before December 24, not counting Friday evening, where sales work may be done until 9.30 p.m."

3. The words "fifty (50) hours" mentioned in subsections "f" "g" and "l" of section III will be replaced by the words "forty-eight (48) hours".

4. The words "eighty-four (84)" mentioned in subsection "k" of section III will be replaced by "seventy-two (72)".

5. The following subsection "o" will be added to section III:

"o) Justified absence: Every regular employee who has been in the continuous employ of an employer for at least one year is entitled to a holiday without loss of pay in the following cases:

i. three (3) days in the event of the decease of his father, mother, wife (or husband) or children;

ii. one (1) day in the event of the birth of a child;

iii. one (1) day in the event of the marriage of a child.

The employer shall also grant, if possible and when authorized by his director of personnel holidays without pay to the representative desi,

le Sunicat, pour assister au congrès annuel d'une organisation auquel il est affilié, sur autorisation préalable du directeur du personnel de l'employeur.

6° A l'article IV, en corrigeant les taux de salaire par les suivants:

"Occupations: Salaires hebdomadaires
hommes femmes

a) chef de rayon:		
Dans département faisant \$100,000 d'affaires et plus	\$63.00	\$48.00
dans département faisant \$50,000 d'affaires et plus:	58.00	42.00
Dans département faisant moins de \$50,000. d'affaires.	53.00	37.00
b) chef étalagiste.....	58.00	
c) chef d'allée.....	47.00	46.00
d) comptable.....	53.00	
préposé à la perception extérieure.....	39.00	
e) Commis:	taux horaires	
1° surnuméraires.....	0.75	0.50
2° supplémentaires.....	0.85	0.60

3° régulier: par semaine

durant la 1e année d'expérience.....	18.50	17.00
durant la 2e année d'expérience.....	22.50	20.00
durant la 3e année d'expérience.....	26.00	22.50
durant la 4e année d'expérience.....	30.50	
durant la 5e année d'expérience.....	34.50	

Tous les employés féminins de cette catégorie ayant trois années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 classe C.....	26.00
1/3 classe B.....	28.00
1/3 classe A.....	31.00

Tous les employés masculins de cette catégorie ayant cinq (5) années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 classe C.....	41.00
1/3 classe B.....	45.00
1/3 classe A.....	50.00

Etalagiste:

Classe A.....	53.00
Classe B.....	46.00
Classe C.....	43.00

5. Employés de bureau:

Durant 1ère année d'expérience.....	20.00	18.00
Durant 2ème année d'expérience.....	24.00	22.00
Durant 3è année d'expérience.....	27.00	24.00
Durant 4è année d'expérience.....	31.00	
Durant 5è année d'expérience.....	35.00	

Tous les employés féminins de cette catégorie ayant trois années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 classe C.....	28.00
1/3 classe B.....	30.00
1/3 classe A.....	32.00

Tous les employés masculins de cette catégorie ayant cinq années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 classe C.....	42.00
1/3 classe B.....	46.00
1/3 classe A.....	51.00

gnated by the Union to attend the annual congress of an organization to which it is affiliated.

6. In section IV, the rates of wages shall be corrected as follows:

"Occupations: Weekly Wages
Male female

a) Departmental manager:		
With a minimum turnover in his department of \$100,000.00.....	\$63.00	\$48.00
With a minimum turnover of \$50,000.00.....	58.00	42.00
Whose turnover is less than \$50,000.00.....	53.00	37.00
b) Head displayer.....	58.00	
c) Floor-walker.....	47.00	46.00
d) Accountant.....	53.00	
Collector (outside).....	39.00	

e) Clerk: per hour

1. Supernumerary employee.	\$ 0.75	\$ 0.50
2. Extra employee.....	0.85	0.60
3. Regular employee:		

per week

During 1st year of experience.....	18.50	17.00
During 2nd year of experience.....	22.50	20.00
During 3rd year of experience.....	26.00	22.50
During 4th year of experience.....	30.50	
During 5th year of experience.....	34.50	

All female employees in this category with three (3) years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	26.00
1/3 Class B.....	28.00
1/3 Class A.....	31.00

All male employees in this category with five years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	41.00
1/3 Class B.....	45.00
1/3 Class A.....	50.00

Displayers:

Class A.....	53.00
Class B.....	46.00
Class C.....	43.00

5. Office employee:

During 1st year of experience.....	20.00	18.00
During 2nd year of experience.....	24.00	22.00
During 3rd year of experience.....	27.00	24.00
During 4th year of experience.....	31.00	
During the 5th year of experience.....	35.00	

All female employees of this category with three (3) years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	28.00
1/3 Class B.....	30.00
1/3 Class A.....	32.00

All male employees of this category with five (5) years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	42.00
1/3 Class B.....	46.00
1/3 Class A.....	51.00

f) <i>Autres employés:</i>		f) <i>Other employees:</i>	
1° Livreur	44.00	1. Delivery man	44.00
Aide-livreur de moins de 21 ans,		Delivery man's helper under 21 years of age:	
durant 1 ^{ère} année d'expérience	19.00	During 1st year of experience	19.00
durant 2 ^{ème} année d'expérience	23.00	During 2nd year of experience	23.00
durant 3 ^{ème} année d'expérience	26.00	During 3rd year of experience	26.00
durant 4 ^{ème} année d'expérience	30.00	During 4th year of experience	30.00
durant 5 ^{ème} année d'expérience	34.00	During 5th year of experience	34.00
Aide-livreur de 21 ans et plus	38.00	Delivery man's helper, 21 years or more	38.00
2° Messenger	17.00	2. Messenger	17.00
3° Chasseur	14.00	3. Errand boy	14.00
g) <i>Personnel d'atelier:</i>		g) <i>Shop staff:</i>	
1° Homme:	<i>par semaine</i>	1. Male employees:	<i>per week</i>
i) apprenti-tailleur ou couturier:		i) Apprentice-tailor or dressmaker:	
1 ^{ère} année	18.50	1st year	18.50
2 ^{ème} année	21.00	2nd year	21.00
3 ^{ème} année	24.00	3rd year	24.00
4 ^{ème} année	28.00	4th year	28.00
5 ^{ème} année	32.00	5th year	32.00
ii) Les tailleurs ou couturiers ayant cinq ans d'expérience ou plus doivent être rémunérés comme suit:		ii) Tailors and dress-makers with 5 years of experience or more shall be paid as follows:	
1/3 classe C	38.00	1/3 Class C	\$38.00
1/3 classe B	43.00	1/3 Class B	43.00
1/3 classe A	49.00	1/3 Class A	49.00
2° Femme:		2. Female employees:	
i) apprentie modiste ou couturière		i) Apprentice-milliner or seamstress:	
1 ^{ère} année	17.00	1st year	17.00
2 ^{ème} année	20.00	2nd year	20.00
3 ^{ème} année	22.50	3rd year	22.50
ii) Les modistes-couturières ayant trois années d'expérience ou plus doivent être rémunérées comme suit:		ii) Milliners and seamstress with 3 years of experience or more shall be paid as follows:	
1/3 classe C	26.00	1/3 Class C	26.00
1/3 classe B	28.00	1/3 Class B	28.00
1/3 classe A	32.00	1/3 Class A	32.00
i) Les hommes de métiers détenteurs d'une carte de compagnons, émises par le Comité Paritaire, doivent être rémunérés au taux de \$50.00 par semaine.		i) Tradesmen holding a journeyman's card issued by the Parity Committee, shall be remunerated at the rate of \$50.00 per week.	
j) Les apprentis de métiers devront recevoir les salaires suivants:		j) Trade apprentices shall receive the following wages:	
Apprenti 1 ^{ère} année	17.00	Apprentice, 1st year	\$17.00
Apprenti 2 ^{ème} année	20.00	Apprentice, 2nd year	20.00
Apprenti 3 ^{ème} année	22.00	Apprentice, 3rd year	22.00
Apprenti 4 ^{ème} année	28.00	Apprentice, 4th year	28.00
1° Hommes d'ouvrage général:		1. General work employees:	
a) de moins de 21 ans:		a) under 21 years of age:	
durant 1 ^{ère} année d'expérience	19.00	during 1st year of experience	19.00
durant 2 ^{ème} année d'expérience	23.00	during 2nd year of experience	23.00
durant 3 ^{ème} année d'expérience	26.00	during 3rd year of experience	26.00
durant 4 ^{ème} année d'expérience	30.00	during 4th year of experience	30.00
durant 5 ^{ème} année d'expérience	34.00	during 5th year of experience	34.00
b) de 21 ans et plus	38.00	b) 21 years of age or more	38.00
c) travaillant en dehors des heures régulières de travail soit entre 6.00 p.m. et 8 a.m.	0.70 l'heure	c) working outside the regular working hours, i.e. between 6.00 p.m. and 8.00 a.m.	\$0.70 per hour
2° Femmes de ménage:		2. Charwoman:	
pour 48 heures de travail par semaine, fait de jour ou de nuit	24.00	for 48 hours of work per week, day or night	24.00
travaillant moins de 35 heures par semaine	0.55 l'heure	working less than 35 hours per week	\$0.55 per hour

- 3° *Préposés aux ascenseurs:*
pour 45 heures de travail. 18.50
- l) Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit sera comme suit:
- a) gardien de nuit faisant seulement de la surveillance. 35.00
- b) gardien de nuit qui fait de l'ouvrage général. 42.00

7° En radiant le paragraphe "w" de l'article IV.

8° Le paragraphe "x" deviendra le paragraphe "w" et les taux de salaire seront remplacés par les suivants:

"Les salaires payables à ces salariés seront comme suit:

filles: 25%	.....	\$17.50
50%	.....	19.75
25%	.....	21.75
hommes: 1/3	.....	20.25
1/3	.....	24.50
1/3	.....	29.75"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-0

3. *Elevator employee:*
for 45 hours of work. 18.50
- l) The weekly wage rate of night watchmen shall be as follows:
- a) night watchman committed to the watch only 35.00

b) night watchman doing general work. 42.00"

7. Subsection "w" of section IV will be deleted

8. Subsection "x" will become subsection "w" and the wage rates will be replaced by the following:

"The minimum wage rates payable to such employees shall be as follows:

Female: 25%	.....	\$17.50
50%	.....	19.75
25%	.....	21.75
Male: 1/3	.....	20.25
1/3	.....	24.50
1/3	.....	29.75"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette* the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August, 15, 1953. 35370-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 2162 du 20 août 1941, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur régulier: trente-trois dollars (\$33.00) par semaine, plus une commission de 50% sur les recettes de son travail excédant quarante-trois dollars (\$43.00) par semaine.

Pour chaque compagnon barbier-coiffeur surnuméraire: \$0.85 pour chaque heure de travail, plus une commission de 10% sur toutes les recettes brutes de son travail. Toutefois, lorsque les recettes de son travail atteignent ou excèdent la somme de quarante-trois dollars (\$43.00) et que ledit salarié a travaillé pendant trente (30) heures ou plus durant la semaine, il doit être rémunéré au même tarif que le compagnon barbier-coiffeur régulier."

2° A l'article V, les prix minima ci-après mentionnés seront substitués à ceux qui apparaissent actuellement dans le décret pour chacun des services concernés, à savoir:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.	\$0.70
--	--------

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:

Les samedi et veilles des fêtes chômées spécifiées dans le présent décret.	0.80
--	------

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber's and hairdressers' trades in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 2162 of August 20, 1941, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) The maximum rates of wages shall be as follows:

For every regular journeyman barber-hairdresser, thirty-three dollars (\$33.00) per week plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding forty-three dollars (\$43.00) per week.

For every occasional journeyman barber-hairdresser: \$0.85 per hour plus a 10% commission on the gross receipts of his work. However, when the receipts of his work attain or exceed the amount of forty-three (43.00) dollars and when the said employee has worked a minimum of 30 hours during the week, he shall be paid the rate of the regular journeyman barber-hairdresser."

2. In section V, the minimum prices hereafter mentioned will be substituted for those actually mentioned in the decree for each one of the services concerned, namely:

"Haircut for adults, male and female:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.	\$0.70
--	--------

Haircut for adults, male and female:

Saturday and eves of holidays mentioned in the present decree.	0.80
--	------

Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans:
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi . . . 0.45

Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes de moins de 15 ans:
Les vendredi, samedi et veilles des fêtes chômées spécifiées dans le présent décret 0.55"

3° Le paragraphe "o" de l'article VI sera remplacé par le suivant:

"o) Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Du 4ème au 6ème mois d'apprentissage, ou de la sortie du Centre d'Apprentissage au 6ème mois: \$16.00 par semaine;

Deuxième semestre: \$19.00 par semaine, plus 10% de commission sur les recettes supérieures à \$29.00;

Troisième semestre: \$22.00 par semaine, plus 20% de commission sur les recettes supérieures à \$32.00;

Quatrième semestre: \$25.00 par semaine, plus 30% de commission sur les recettes supérieures à \$35.00;

Cinquième semestre: \$28.00 par semaine, plus 40% de commission sur les recettes supérieures à \$38.00;

Sixième semestre: \$32.00 par semaine, plus 50% de commission sur les recettes supérieures à \$42.00."

4° L'article VIII-A sera remplacé par le suivant:

"VIII-A. *Vacances payées*: Les employeurs devront donner une semaine de vacances payées, au taux de trente-six (36.00) dollars, à tout compagnon barbier-coiffeur régulier qui a été en service pendant une année entière, sans perte de temps, sauf pour des raisons valables.

Au cas où le compagnon barbier-coiffeur aurait servi moins d'une année, il aura droit à une rémunération de vacances de 1/12 du salaire de trente-six (\$36.00) dollars pour chaque mois de service sans perte de temps, sauf pour des raisons valables.

L'employeur devra donner une semaine de vacances payées à tout apprenti ayant été en service pendant une année. Le taux de salaire-vacances pour l'apprenti sera celui auquel il a droit à la date d'échéance de ses vacances; toutefois, lorsque l'apprenti aura servi moins d'une année, il aura droit à 1/12 de son salaire de base pour chaque mois de service sans perte de temps, sauf pour des raisons valables.

Lorsqu'un employeur se trouve dans l'impossibilité de trouver un remplaçant à un compagnon barbier-coiffeur pour la durée de ses vacances, il lui sera permis, avec le consentement des parties et du Comité paritaire, de remplacer la semaine de vacances par un boni égal au taux de salaire de vacances.

Pour chaque congé annuel pris et payé, ou remplacé par un boni, l'année de service d'un salarié s'établit à compter de la date de son entrée en service pour le même employeur.

Dans le cas de vente ou de transfert d'un salon de barbier, le nouveau propriétaire et employeur assume toutes les obligations de l'employeur précédent envers tout compagnon barbier-coiffeur régulier ou apprenti relativement aux vacances payées.

L'employeur doit faire connaître au salarié, au moins deux (2) semaines à l'avance, la date fixée pour ses vacances; la rémunération de vacances est payable avant le départ pour la semaine de vacances."

Haircut for children, male and female, under 15 years of age:
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday 0.45

Haircut for children, male and female under 15 years of age:
Friday, Saturday and eves of holidays mentioned in the present decree 0.55"

3. Subsection "o" of section VI will be replaced by the following:

"o) The weekly wages of apprentices shall be as follows:

From the 4th to the 6th month of apprenticeship, or from the time the apprentice leaves the apprenticeship center to the 6th month: \$16.00 per week;

Second six months: \$19.00 per week plus 10% commission on receipts exceeding \$29.00;

Third six months: \$22.00 per week plus 20% commission on receipts exceeding \$32.00;

Fourth six months: \$25.00 per week plus 30% commission on receipts exceeding \$35.00;

Fifth six months: \$28.00 per week plus 40% commission on receipts exceeding \$38.00;

Sixth six months: \$32.00 per week plus 50% commission on receipts exceeding \$42.00."

4. Section VIII-A will be replaced by the following:

"VIII-A. *Vacation with pay*: The employers (barbers-hairdressers) shall give a vacation of one week with pay, at the rate of thirty-six dollars (\$36.00), to every regular barber-hairdresser journeyman who has been a whole year in his employ, without loss of time, except for good reasons.

In the event that a journeyman barber-hairdresser has worked less than one year, he is entitled to a vacation pay of 1/12 the wages of thirty-six (\$36.00) dollars for each month of service without loss of time, except for good reasons.

The employer shall give a week of vacation with pay to every apprentice with one year of service. The rate of vacation pay for the apprentice shall be that to which he is entitled at the date of his vacation; however, when the apprentice has had less than one year of service, he is entitled to 1/12 of his basic wages for each month of service without loss of time, except for good reasons.

When an employer is unable to replace a journeyman barber-hairdresser for the duration of his vacation, he may, with the consent of the parties and of the Parity Committee, replace the vacation week by a bonus equal to the vacation pay.

For every annual vacation taken and paid, or replaced by a bonus, the year of service of an employee is computed from the date of employment by the same employer.

In the event of the sale or transfer of a barber-hairdresser parlor the new owner and employer assumes the duties of the previous employer towards every regular journeyman barber-hairdresser or apprentice as regards vacation with pay.

The employer shall notify the employee, at least two (2) weeks in advance, of the date of his vacation; vacation pay is payable before the vacation."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY

Ministère du Travail,
Québec, le 15 août 1953. 35370-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 15, 1953. 35370-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 33

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Poulin vs Rodrigue 2519

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

916 — Concernant l'abrogation du règlement N° 15 de la Commission des accidents du travail de Québec et son remplacement par le règlement N° 19 de la dite Commission 2520

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2501

RÉCEPTION DES ANNONCES:

2501

AVIS DIVERS:

Capucins, munic. de (Changement de nom) 2521
Chanbay Limited (Dist. de l'actif) 2521
Chantier Coopératif de l'U.C.C. Québec Sud (Fondation) 2520
Coopérative de Charlesbourg (Fondation) 2523
David & Frère, Limitée (Directeurs) 2522
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Règlements) 2523
La Caisse d'Economie Alrol Credit Union (Fondation) 2522
La Caisse Populaire de St-Camille (Fondation) 2522
Lake Brûlé Country Club Limited (Directeurs) 2521
Les Presses Laurentiennes (Fondation) 2523
Le Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait de la Laiterie Ste-Marguerite (Formation) 2521
United Customs Brokers Limited (Directeurs) 2523

CHARTES — ABANDON DE:

Centre Colombien Limitée 2524
Harry S. Oakes Incorporated 2524
La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée 2524
Le Nouvelliste Limitée 2525
Service Contracting Company Limited. Valley Flax Products Ltd. 2524

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

J. & E. Hall Limited 2525

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Concernant l'émission des lettres patentes érigeant la ville de Murdochville (Correction) 2525

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Poulin vs Rodrigue 2519

ORDER IN COUNCIL:

916 — Concerning the repeal of By-law No. 15 of the Quebec Workmen's Compensation Commission and its replacement by By-law No. 19 of the said Commission 2520

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2501

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

2501

MISCELLANEOUS NOTICES:

Capucins, munic. of (Change of name). 2521
Chanbay Limited (Dist. of the assets) 2521
Chantier Coopératif de l'U.C.C. Québec Sud (Foundation) 2520
Coopérative de Charlesbourg (Foundation) 2523
David & Frère, Limitée (Directors) 2522
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (By-Laws) 2523
La Caisse d'Economie Alrol Credit Union (Foundation) 2522
La Caisse Populaire de St-Camille (Foundation) 2522
Lake Brûlé Country Club Limited (Directors) 2521
Les Presses Laurentiennes (Foundation) 2523
Le Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait de la Laiterie Ste-Marguerite (Formation) 2521
United Customs Brokers Limited (Directors) 2523

CHARTERS — SURRENDER OF:

Centre Colombien Limitée 2524
Harry S. Oakes Incorporated 2524
La Compagnie de Publication du Nouvelliste, Limitée 2524
Le Nouvelliste Limitée 2525
Service Contracting Company Limited. Valley Flax Products Ltd. 2524

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

J. & E. Hall Limited 2525

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Concerning the issuance of the letters patent erecting the town of Murdochville (Correction) 2525

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 23-51A — Berthierville. 2526

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Gaspé (Protestante) 2528
 Lacolle (Protestante) 2529
 Newport 2527
 Newport 2526
 Pointe-aux-Chênes 2526
 Rouyn (Erratum) 2528
 St-Georges-de-Beauce 2527
 St-Paul-de-Châteauguay 2527
 St-Sylvestre 2527

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Automobile des Cantons de l'Est (Prélèvement) 2548
 Automobile des Cantons de l'Est (Règlements) 2545
 Barbier et coiffeur de Montréal (Modification) 2553
 Commerce de détail de Québec (Modification) 2550
 Construction de Québec (Règlements) 2544
 Fabrication du métal en feuille (Prélèvement) 2545
 Fabrication du métal en feuille (Règlements) 2545
 Robe, p. de Québec (Prélèvement) 2547

LETTRES PATENTES:

B. E. Leclerc & Fils Ltée 2502
 Besmetal Industries Inc. 2503
 Cancer Aid League Inc. 2503
 Club de Croquet de Belœil Inc. 2504
 Colger Ltd. 2505
 Continental Automobiles Inc. 2505
 Custom Packaging Limited 2505
 Cypress Lumber Co. Ltd. 2506
 Dalco Realities Limited 2506
 Dominion Television and Appliance Company Limited 2506
 Economic Finance Corporation 2507
 Ferronnerie Robert Hardware Inc. 2507
 Formcraft Fabrics Co. Limited 2508
 Goldmark Optical Supplies Ltd. 2508
 H. L. Singer Co. 2508
 Industrial Accessories Ltd. 2509
 John Brooks & Company Limited 2509
 J. P. Morin Ltée 2509
 Labrador Ungava Explorations Ltd. 2510
 La Ligue des Propriétaires du Quartier St-Jean Baptiste de St-Joseph de Sorel 2510
 La Maison Dominion Ltée 2511
 Les Constructions Saint-Jean Limitée — St. Johns Constructions Limited 2511
 Metropolitan Factors Corporation 2511
 Millerev Holdings Ltd. 2512
 Modern Finance Company Limited 2512
 National Auto Body Co. Ltd. 2512
 National Beef Inc. 2513
 National Boiler Works Co. Ltd. 2513
 Paris Canada Films (Quebec) Inc. 2513
 Phil Himes Mfg. Inc. 2514
 Scandia Supply Co. Ltd. 2514
 Société Zoologique de Granby Inc. 2514
 Staplecraft Company Inc. 2515
 St. Michael's Dry Cleaners Limited 2515
 Stork Shops Inc. 2515
 Valois Youth Recreational Association 2516

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 23-51A — Berthierville 2526

EDUCATION:

School Municipality of:

Gaspé (Protestant) 2528
 Lacolle (Protestant) 2529
 Newport 2527
 Newport 2526
 Pointe-aux-Chênes 2526
 Rouyn (Erratum) 2528
 St-Georges-de-Beauce 2527
 St-Paul-de-Châteauguay 2527
 St-Sylvestre 2527

LABOUR:

Industry or Trades of:

Automobile of the Eastern Townships (Levy) 2548
 Automobile of the Eastern Townships (By-Laws) 2545
 Barber's and hairdresser's of Montreal (Amendment) 2553
 Retail trade of Quebec (Amendment) 2550
 Construction of Quebec (By-Laws) 2544
 Sheet metal fabricating (Levy) 2545
 Sheet metal fabricating (By-Laws) 2545
 Dress, P. of Quebec (Levy) 2547

LETTERS PATENT:

B. E. Leclerc & Fils Ltée 2502
 Besmetal Industries Inc. 2503
 Cancer Aid League Inc. 2503
 Club de Croquet de Belœil Inc. 2504
 Colger Ltd. 2505
 Continental Automobiles Inc. 2505
 Custom Packaging Limited 2505
 Cypress Lumber Co. Ltd. 2506
 Dalco Realities Limited 2506
 Dominion Television and Appliance Company Limited 2506
 Economic Finance Corporation 2507
 Ferronnerie Robert Hardware Inc. 2507
 Formcraft Fabrics Co. Limited 2508
 Goldmark Optical Supplies Ltd. 2508
 H. L. Singer Co. 2508
 Industrial Accessories Ltd. 2509
 John Brooks & Company Limited 2509
 J. P. Morin Ltée 2509
 Labrador Ungava Explorations Ltd. 2510
 La Ligue des Propriétaires du Quartier St-Jean Baptiste de St-Joseph de Sorel 2510
 La Maison Dominion Ltée 2511
 Les Constructions Saint-Jean Limitée — St. Johns Constructions Limited 2511
 Metropolitan Factors Corporation 2511
 Millerev Holdings Ltd. 2512
 Modern Finance Company Limited 2512
 National Auto Body Co. Ltd. 2512
 National Beef Inc. 2513
 National Boiler Works Co. Ltd. 2513
 Paris Canada Films (Quebec) Inc. 2513
 Phil Himes Mfg. Inc. 2514
 Scandia Supply Co. Ltd. 2514
 Société Zoologique de Granby Inc. 2514
 Staplecraft Company Inc. 2515
 St. Michael's Dry Cleaners Limited 2515
 Stork Shops Inc. 2515
 Valois Youth Recreational Association 2516

Wasacz Construction Co. Ltd.....	2516	Wasacz Construction Co. Ltd.....	2516
Wilfrid Lévesque Incorporé.....	2516	Wilfrid Lévesque Incorporé.....	2516
Windsor Dress Co. Ltd.....	2517	Windsor Dress Co. Ltd.....	2517

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

F. J. Raskin Incorporée.....	2517
Food Products Limited.....	2517
International Plumbing and Heating Supplies Limited.....	2518
Lord & Cie Limitée.....	2518
Peel Investment Corporation.....	2578
Salon Astrid Limitée.....	2518
Stanley Bagg Corporation.....	2519
The Callway Sash and Door Incorporated.....	2519
Tilden Rent-A-Car Company.....	2519

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Canadian Reinsurance Company.....	2530
The Order of Italo-Canadians <i>et al.</i>	2530

SIÈGES SOCIAUX:

Lambert & Gélinas Ltée — Lambert & Gélinas Ltd.....	2530
Laterrière Catering Limited.....	2531
Madeleine Incorporée.....	2531
Troysco Mines Limited.....	2531
United Industrial Suppliers Company Ltd.....	2531

SOUMISSIONS:

Escoumains, munic. de.....	2533
Malartic, ville de.....	2532

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Contala, Joseph.....	2434
----------------------	------

VENTES PAR LICITATION:

Dandavino vs Dandavino <i>et al.</i>	2534
Pinard vs Labelle <i>et al.</i>	2536

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Léonidas Dion et Fils Ltée, vs Augers..	2537
---	------

BEAUCE:

Vaillancourt vs Hébert.....	2537
-----------------------------	------

BEAUHARNOIS:

La Maison Blain Limitée vs McRae... ..	2538
--	------

BEDFORD:

Metropolitan Loan Corporation vs Charpentier.....	2538
--	------

GASPÉ:

Duguay vs Langelier.....	2539
--------------------------	------

JOLIETTE:

Bonin vs Beausoleil.....	2539
--------------------------	------

KAMOURASKA:

Bidegaré <i>et vir</i> vs Pelletier.....	2540
--	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

F. J. Raskin Incorporée.....	2517
Food Products Limited.....	2517
International Plumbing and Heating Supplies Limited.....	2518
Lord & Cie Limitée.....	2518
Peel Investment Corporation.....	2578
Salon Astrid Limitée.....	2518
Stanley Bagg Corporation.....	2519
The Callway Sash and Door Incorporated.....	2519
Tilden Rent-A-Car Company.....	2519

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Canadian Reinsurance Company.....	2530
The Order of Italo-Canadians <i>et al.</i>	2530

HEAD OFFICES:

Lambert & Gélinas Ltée — Lambert & Gélinas Ltd.....	2530
Laterrière Catering Limited.....	2531
Madeleine Incorporée.....	2531
Troysco Mines Limited.....	2531
United Industrial Suppliers Company Ltd.....	2531

TENDERS:

Escoumains, munic. of.....	2533
Malartic, town of.....	2532

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Contala, Joseph.....	2534
----------------------	------

SALES BY LICITATION:

Dandavino vs Dandavino <i>et al.</i>	2534
Pinard vs Labelle <i>et al.</i>	2536

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Léonidas Dion et Fils Ltée, vs Augers..	2537
---	------

BEAUCE:

Vaillancourt vs Hébert.....	2537
-----------------------------	------

BEAUHARNOIS:

La Maison Blain Limitée vs McRae... ..	2538
--	------

BEDFORD:

Metropolitan Loan Corporation vs Charpentier.....	2538
--	------

GASPÉ:

Duguay vs Langelier.....	2539
--------------------------	------

JOLIETTE:

Bonin vs Beausoleil.....	2539
--------------------------	------

KAMOURASKA:

Bidegaré <i>et vir</i> vs Pelletier.....	2540
--	------

Lavoie vs Bélanger.....	2540	Lavoie vs Bélanger.....	2540
Société Coopérative Agricole de Beur-		Société Coopérative Agricole de Beur-	
rierie vs Gamache.....	2540	rierie vs Gamache.....	2540
LABELLE:		LABELLE:	
Lamoureux vs Thibeault.....	2541	Lamoureux vs Thibeault.....	2541
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Gouin vs Gouin.....	2541	Gouin vs Gouin.....	2541
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Fortin <i>et vir</i> vs Pauly.....	2542	Fortin <i>et vir</i> vs Pauly.....	2542
ROUYN-NORANDA:		ROUYN-NORANDA:	
The Manufacturers Life Insurance Com-		The Manufacturers Life Insurance Com-	
pany vs Robin.....	2542	pany vs Robin.....	2542
Ipperciel vs Paradis.....	2543	Ipperciel vs Paradis.....	2543
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Roger vs Jackson.....	2543	Roger vs Jackson.....	2543
35333-o		35333-o	